



CIPCRE

CERCLE INTERNATIONAL
POUR LA PROMOTION DE LA CRÉATION

Rapport d'Activités



2012

Direction Générale

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 66 68
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_dg@cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 62 67
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo
Tél. (229) 20 24 72 49
Fax (229) 20 24 80 50
E-Mail: cipcre_benin@cipcre.org

Bureau Liaison de Yaoundé

B.P. 15059 Yaoundé
Tél (237) 22 23 75 92
Fax (237) 22 23 75 925
E-Mail: ccs@cipcre.org

Directeur de Publication
Rév. Dr. Jean-Blaise Kenmogne

Rédacteur en Chef
Eugène Fonssi

Mise en ligne
Serge Nimpe

Secrétariat
Christance Nekame
Marisette Tieme

Imprimerie
SAM Commerce & Services
Tél. : 77 14 04 98 – Yaoundé

**Ont collaboré
à cette publication**

Samuel Soffo Todjo
Nathalie Tamo
Mirabel Lanyuy
Mathieu Foka
Pélagie Mahgne
Billy Tchakam
Léo Oome
Georges Messe
Grâce Abang
Alphonse Azebaze
Jean Daniel Ndé
Sylvestre Kouleho
Arnaud Fowé
Jeanne Medom
Brice Ngouo
Léopold Sikati
Agnès Thuégaz
Patrick Thuégaz
Silvia Stroh
Claude Nwafo
Anne Marie Sob
Odette Kinsou T.
Timothée Houenou
Elidja Zossou
Méryas Kouton
Hermann Monnou G.
Lucie Aniouvi Z.
Chabi Barka
Aline Bocco Obossi
Dalila Aurelle Dossou
Florent Bonou
Igoré Mègnissè Djossou
Philémon Soton
Jacques Soude
Florent Ayena

SOMMAIRE



Contexte Général d'intervention.....	3-5
INTRODUCTION GENERALE.....	6-7
I - Direction Générale et CIPCRE-Cameroun.....	8-21
1 - Objectifs poursuivis.....	8
2 - Stratégies mises en œuvre	8
3 - Résultats atteints et changements induits.....	9
3.1 - Auto-prise en charge des populations.....	9-12
3.2 - Préservation de l'environnement.....	13
3.3 - Paix et prévention des conflits.....	14-16
3.4 - Culture démocratique et droits humains.....	17-19
3.5 - Communication.....	20-21
II - CIPCRE-Bénin.....	22-28
1 - Projet Progel 2.....	22
1.1 - Objectifs poursuivis.....	22
1.2 - Résultats atteints et changements induits.....	22-24
2 - Projet N° 20100325 (Donga).....	25
2.1 - Objectifs poursuivis.....	25
2.2 - Résultats atteints et changements induits.....	25
3 - Projet BEN 02.....	26
3.1 - Objectifs poursuivis.....	26
3.2 - Résultats atteints et changements induits.....	27
4 - Initiative Gire Lagune.....	28
4.1 - Objectifs poursuivis.....	28
4.2 - Résultats atteints et changements induits.....	28
III - Les ressources mises en œuvre.....	29
1 - Les ressources humaines.....	29
2 - Les ressources financières.....	29
CONCLUSION GENERALE.....	30

Direction Générale

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 66 68
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_dg@cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 62 67
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo
Tél. (229) 20 24 72 49
Fax (229) 20 24 80 50
E-Mail: cipcre_benin@cipcre.org

Bureau Liaison de Yaoundé

B.P. 15059 Yaoundé
Tél (237) 22 23 75 92
Fax (237) 22 23 75 925
E-Mail: ccs@cipcre.org

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

Le contexte dans lequel le CIPCRE intervient couvre, au plan administratif, le Cameroun et le Bénin. Dans ces deux pays, le CIPCRE s'intéresse au cadre et aux conditions de vie des populations ainsi qu'à leur environnement politique, économique et socio culturel. L'objectif poursuivi se décline comme suit : « Les populations, dans les zones d'intervention du CIPCRE, améliorent leurs conditions, en participant à la prise de décision sur leur vie, leur environnement politique, économique et culturel, dans la perspective de la sauvegarde de la création. »

Les axes d'intervention qui découlent de cet objectif sont au nombre de quatre :

- Auto prise en charge des populations ;
- Préservation de l'environnement ;
- Paix et prévention des conflits ;
- Culture démocratique et droits humains.

Le présent contexte général synthétise les problèmes liés à ces différents axes et à la solution desquels le CIPCRE, par ses différentes interventions, contribue. Ce contexte qui est celui du Cameroun et du Bénin est présenté en sept tableaux : la politique ; l'économie ; les droits de l'Homme et genre ; la corruption ; l'école ; l'insécurité ; l'environnement.

Politique : de nombreux défis demeurent

Le chantier politique a été marqué au Cameroun par de timides avancées en matière d'inscriptions biométriques sur les listes électorales. Et pour cause. La décision ordonnant la refonte des listes électorales a été très controversée. La loi portant Code électoral a été, quant à elle, le résultat d'un passage en force de l'Exécutif, les revendications de l'opposition liées à l'âge électoral, au découpage électoral et à une élection présidentielle à deux tours ayant été balayées d'un revers de la main. Malgré des appels insistants du parti au pouvoir à la mobilisation de tous en vue de l'inscription sur les listes électorales, les populations ont traîné les pieds, ce qui pose le problème de leur participation à la gestion de la chose publique et par conséquent, de leur droit à élire leurs dirigeants.

Au Bénin, de grandes réformes politiques et institutionnelles sont annoncées par le pouvoir en place et avec pour toile de fond, la révision de la constitution. Ce processus, bien que jugé opportun du fait que la loi fondamentale soit vieille de plus de 20 ans, a inspiré inquiétude et stupéfaction chez de nombreux observateurs qui se sont interrogés sur les tenants et aboutissants d'une telle entreprise initiée par un gouvernement dont le Chef brigue normalement son dernier mandat. Autrement dit, l'opinion redoute que le Chef de l'Etat, à l'instar de certains de ses pairs africains, soit tenté de se remettre en selle pour solliciter un autre mandat.

A cette tentative subtile de reprendre les rênes du pouvoir au-delà du mandat prescrit, est venue s'ajouter une scabreuse affaire d'empoisonnement du Chef de l'Etat par l'homme d'affaires bien connu, Patrice Talon. Vraie ou fausse, cette histoire a permis de voir comment dans l'esprit de nombreux béninois, cette accusation véhicule des sous-entendus politiques.

Economie : de timides avancées

Sur le plan économique, on note au Cameroun le démarrage de nombreux projets structurants avec la pose de la première pierre du barrage de réservoir de Lom Pangar, le lancement des travaux d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele et de construction du port en eau profonde de Kribi. Si ces projets suscitent quelques frémissements d'espoir en ce qu'ils ouvrent des perspectives de recrutement pour les jeunes, en revanche, la rumeur persistante a fait état, au cours de nombreux mois, de la hausse des prix des produits pétroliers, ce qui, pendant ce temps, a déstabilisé bien des secteurs économiques.

Au Bénin, le secteur économique a frôlé le pire en raison du traitement du dossier de PVI (Programme de Vérification des Importations) et des mauvais réglages au niveau de la filière cotonnière, première source de devises du pays. D'aucuns, voyant le pire se pointer à l'horizon, prédisaient déjà l'année blanche cotonnière. Mais des solutions ont été apportées et la campagne cotonnière 2012 a pu être sauvée avec déjà des prévisions qui tournent autour de 400 000 tonnes quand bien même lesdites solutions restent très peu orthodoxes (Acquisition manu-militari des intrants agricoles auprès de l'opérateur économique Patrice TALON). De plus, l'activité portuaire a failli connaître un déclin retentissant à cause des dysfonctionnements observés au niveau des acteurs. Grâce au concours de MCA-Bénin (Millennium Challenge Account) et à la volonté du Chef de l'Etat de voir l'économie béninoise prospérer, l'activité portuaire a repris de plus belle.

Droits de l'Homme et Genre : des zones d'ombre persistantes

Le Cameroun reste un pays à risque pour les défenseurs des droits de l'Homme et surtout des homosexuels. Ici, les homosexuels continuent d'être pourchassés et condamnés à de lourdes peines s'ils ne sont pas purement et simplement lynchés. Pourtant le pays a ratifié ou promulgué les textes juridiques internationaux et nationaux de promotion des droits de l'Homme. La réalité vécue (répression violente de mouvements de protestation pacifiques, menaces, passage à tabac, tortures des Défenseurs ; justice non équitable, etc.) contrastent avec l'esprit de ces textes internationaux.

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

S'agissant de la problématique du genre, de nombreuses pratiques discriminatoires persistent : rites de veuvage, mariages précoces et/ou forcés, mutilations génitales féminines, repassage des seins, abus sexuels, difficile accès des femmes à la propriété foncière, surcharge du travail domestique des femmes et des jeunes filles en contradiction avec les conventions internationales en matière d'égalité des sexes, l'amélioration des indicateurs de genre doit encore être renforcée. Au cours de l'année, l'affaire du bébé volé de Mademoiselle Vanessa Tchatchou a continué de défrayer la chronique. A travers les réseaux sociaux et des articles de dénonciation publiés sur Internet aussi bien que dans la presse écrite, le Collectif Sauvons le bébé de Vanessa Tchatchou n'a pas renoncé à la lutte. Par une communication politique des plus imprécises, voire contradictoires, le gouvernement a tenté de calmer l'opinion publique, sans succès. Des leaders politiques dont Vincent-Sosthène Fouda sont montés au créneau pour défendre cette cause.

Au Bénin et malgré des avancées symboliques caractérisées par l'augmentation du nombre des ONG des Droits de l'homme dont la plupart ont été créées au cours de la période de transition, la promulgation d'un nouveau code de procédure pénale et l'abolition de la peine de mort, la liberté d'expression reste menacée : l'inculpation de Me Lionel Agbo et de Canal 3 pour offense au Chef de l'Etat sont la preuve que les voix dissidentes ne sont pas les bienvenues, au grand dam de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, qui porte sur la liberté d'expression.

Les inégalités Genre (par rapport à la participation au processus décisionnel ; l'accès à l'éducation ; l'accès à l'emploi, à la terre et au revenu ; l'accès aux soins de santé ; l'accès aux crédits et microcrédits, etc.) ont entraîné des violations des droits de la gent féminine et hypothéqué l'épanouissement des milliers de femmes. Les violences faites aux femmes ont constitué un problème crucial qui a continué de mobiliser la société civile et les services étatiques.

Pour y remédier, le Gouvernement Béninois a voté la loi N°2011-626 du 09 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes même si jusqu'alors, les taux spécifiques de représentativité des femmes dans les institutions étatiques se présentent comme suit : 9,6% au Parlement, 30% au Gouvernement et 1,3% des maires.

La situation des enfants est globalement peu reluisante et est caractérisée par des violations de leurs droits sous diverses formes : l'exploitation économique, la traite, la maltraitance, les pratiques traditionnelles néfastes et diverses violences dont



l'exploitation et l'abus sexuels. Devant cette situation alarmante, des efforts importants sont consentis aussi bien par l'Etat que par les Organisations de la société civile (ONG et réseau d'ONG, etc.), pour la mise en place d'un environnement protecteur de l'enfance, à travers : la mise en place des juges des mineurs dans tous les tribunaux du pays ; l'élaboration et la validation des normes et standards qui devront régir désormais les centres spécialisés pour enfants ; l'effectivité au niveau déconcentré des cadres de concertation multi-acteurs de suivi et de coordination pour la protection de l'enfant et surtout la prédisposition des leaders religieux au dialogue et à la coopération.

Corruption : lutte sélective ?

L'Opération Epervier, lancée à grands renforts de publicité contre les corrompus et autres prévaricateurs, fait du surplace. On ne voit pas clairement quels sont les mécanismes mis en place pour récupérer les fonds détournés. Le déclenchement de la procédure judiciaire suite aux enquêtes de la CONAC relève de la seule responsabilité du Chef de l'Etat qui peut livrer qui il veut et geler le dossier de qui il veut également. Dans ce contexte, cette opération a gravement mal à sa crédibilité et à sa visibilité. Des observateurs pressés ont tôt fait de l'assimiler à une purge politique destinée à écarter la douzaine d'anciens ministres et de Directeurs généraux de sociétés qui auraient des prétentions à succéder au Prince, le Président de la République.

Au Bénin, les dossiers de la prévarication, de la magouille et des détournements de fonds sont nombreux : achats fictifs à coups de milliards de Fcfa, de machines agricoles en Inde et au Canada ; sabotage du système électronique de la Société Nationale de Commercialisation des produits pétroliers (SONACOP) en vue de détourner un milliard de Fcfa ; recrudescence des faits de corruption dans les concours. Dans un cas comme dans les autres, les

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

cerveaux des malversations et leurs complices sont rarement inquiétés. On a ici comme au Cameroun la même impression que la lutte contre la corruption est sélective et dépend essentiellement des intérêts du Prince.

Ecole : l'équation de la violence

Au Cameroun comme au Bénin, les établissements scolaires comme les campus universitaires sont confrontés au phénomène de la violence. Ce sont souvent des violences qui opposent les élèves et étudiants aux enseignants et plus généralement à l'administration scolaire et universitaire. Au cours de la période vde référence, les campus de l'Université camerounaise de Buéa et béninoise de Parakou ont eu à subir l'épreuve des grèves. Dans les deux cas, des étudiants ont été appelés à comparaître avec au finish, des acquittements, mais aussi des condamnations fermes. L'équation de la violence scolaire et universitaire comporte plusieurs inconnues dont l'origine est à rechercher au niveau des acteurs scolaires et universitaires, mais aussi des structures politiques, sociales, économiques et culturelles.

Insécurité : la menace qui vient de Boko Haram

La coexistence entre chrétiens et musulmans en Afrique Centrale et Occidentale n'est pas un long fleuve tranquille. Au Nigéria et au Mali, des affrontements fréquents ont lieu entre les deux communautés et font souvent de nombreuses victimes. Les pays frontaliers en ressentent, de temps à autre, les secousses. Au Cameroun, les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord sont particulièrement vulnérables. Au mois d'avril 2012, les adeptes de la secte nigériane Boko Haram (la haine de l'Occident) a fait irruption dans la localité nigériane de Banki, frontalière d'Amchide au Cameroun, causant des dégâts matériels et des pertes en vies humaines dans les deux pays. Mais la sortie la plus spectaculaire de cette secte au Cameroun été incontestablement l'enlèvement de 7 français dont 4 enfants au poste frontière de Fotokol dans le Logone et Chari à l'Extrême Nord, localité où l'insécurité a fait son nid. Ces otages n'auront eu la vie sauve et ne seront relâchés plus d'un mois plus tard que grâce aux actions diplomatiques conjuguées de la France et du Cameroun.

Environnement : menaces sur les ressources naturelles

L'environnement, dans la zone d'intervention du CIPCRE, continue de retenir l'attention de l'opinion nationale et internationale. Les recherches conduites par Zac Tchoundjeu de l'ICRAF sur les techniques de greffage et de marcottage ont permis au chercheur de

remporter le prix « National Geographic Society » aux USA. L'intérêt de cette recherche réside dans le fait qu'elle permet de réduire le cycle de maturation des plantes. Mais ce trophée n'a pas fait oublier les graves inondations qui ont sévi dans le Nord-Ouest et à l'Extrême-Nord et un massacre spectaculaire d'éléphants qui a eu lieu dans le parc national de Bouba N'djida : des braconniers lourdement armés y ont fait irruption et ont massacré près de 300 éléphants sur les 400 que compte ce parc.

Au Bénin, les ressources forestières sont continuellement exploitées par les populations pour satisfaire différents besoins alimentaires, sanitaires, économiques et énergétiques. Les plans et cours d'eau sont confrontés à de mauvaises techniques d'exploitation induisant une érosion progressive des ressources y afférentes. Conscient de ces problèmes, le gouvernement continue, pour le moment, de renvoyer les actions à mettre en œuvre au futur : « Nous n'oublierons pas la gouvernance environnementale et la lutte contre la désertification, les catastrophes et autres risques pour nous protéger et protéger les générations futures. » a déclaré le Président de la République dans son discours sur l'état de la Nation le 28 décembre 2012



devant la représentation nationale. Pendant ce temps et malgré quelques timides ripostes de la part du gouvernement et de la société civile, les problèmes environnementaux continuent de s'aggraver.

C'est dans ce contexte mi-figue mi-raisin au Cameroun et au Bénin, que le CIPCRE intervient et apporte, modestement certes, sa contribution à travers la mise en œuvre de différents projets sous l'accompagnement des services déconcentrés de l'Etat et l'appui de ses partenaires en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse. 🌱

INTRODUCTION GENERALE

L'année 2012 a été marquée à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun et au CIPCRE-Bénin par une floraison d'activités qui ont permis de consolider les acquis et d'ouvrir de nouvelles perspectives dans le champ de la transformation sociale. A la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun, les activités menées ont accordé une place importante à la prise en compte des orientations définies dans le plan d'action stratégique et aux recommandations de l'évaluation externe du PAT 2009-2011. Ainsi, ces activités ont été réalisées dans le cadre de quatre axes stratégiques :

- Axe Stratégique 1 : Auto-prise en charge des populations ;
- Axe Stratégique 2 : Préservation de l'environnement ;
- Axe Stratégique 3 : Paix et prévention des conflits ;
- Axe Stratégique 4 : Culture démocratique et droits humains.

Pour améliorer la qualité des services rendus aux populations, une approche dénommée Villages Pilotes a été mise en place. Elle consiste à faire converger les interventions des unités opérationnelles vers des villages précis en vue de plus d'impact sur les partenaires.

Pourquoi les « Villages Pilotes » ?

Pour comprendre les raisons pour lesquelles le CIPCRE s'est engagé dans l'approche « Villages Pilotes », il faut remonter à plusieurs années en arrière.



Séance de mise en terre de rejets de bananiers plantain à Bamendjo

d'agriculture et d'élevage, soit des activités de sensibilisation sur les fléaux sociaux que sont la corruption, le tribalisme, soit encore des activités d'humanisation des rites de veuvages, de promotion des droits des enfants et, dans les lycées et collèges, des activités de formation sur l'éducation à la citoyenneté et à l'environnement.

Ces activités étaient menées avec professionnalisme mais tout était cloisonné aussi bien au niveau des groupes bénéficiaires que des activités. Au niveau du CIPCRE même, les services étaient organisés en fonction des groupes cibles. On comprend bien que cela ne pouvait pas favoriser une synergie entre le personnel, ni donner un grand impact sur le terrain. Régulièrement sur le terrain, dans les discussions avec nos partenaires, ces derniers exprimaient de nombreux autres besoins qui étaient en lien avec d'autres domaines d'intervention du CIPCRE mais pour lesquels nous n'avions pas planifié des interventions avec eux.

Comme conséquences, pendant que le CIPCRE déployait des efforts pour contribuer à l'amélioration des revenus des populations, ces mêmes populations dépensaient les revenus ainsi générés soit dans des conflits, soit pour les pratiques des rites de veuvage. De même, alors que nous essayions de former certains partenaires sur la défense de leurs droits, leur préoccupation était de trouver de l'argent pour se soigner ou pour envoyer les enfants à l'école. De nombreux autres exemples montrent que nos activités tout en étant pertinentes, ne couvraient pas toute la palette des besoins fondamentaux des populations. En effet, comment éduquer à la citoyenneté d'un groupe donné sans se préoccuper de son cadre de vie ?

Tant que le cloisonnement perdurait, les changements espérés dans la vie de nos partenaires à travers les activités menées n'étaient pas toujours à la hauteur des investissements. Ceci a été confirmé par une évaluation d'impacts des activités du CIPCRE réalisée en 2010. C'est alors que nous

avons décidé de revoir notre stratégie d'intervention en définissant des zones d'action où le CIPCRE mettra en œuvre toutes ces activités dans l'objectif de favoriser un développement global de nos partenaires de terrain. Depuis l'année passée, nous avons fait le choix de concentrer l'essentiel des activités du CIPCRE dans quelques sites que nous

appelons « Villages Pilotes ». Dans un premier temps, nous avons voulu expérimenter cette stratégie dans une aire géographique limitée. La Région de l'Ouest a été retenue à cet effet.

Les villages pilotes retenus sont au nombre de cinq : Baham, Bahouan et Bapa dans les Hauts Plateaux, Bahouoc dans le Ndé et Bamendjo dans les Bamboutos.

Les critères qui ont permis de choisir ces villages sont au nombre de sept (7) :

- la proximité par rapport au siège du CIPCRE (moins de 60 minutes en saison des pluies) ;
- l'accessibilité en saison des pluies ;
- la possibilité de réalisation de presque toutes les activités du CIPCRE ;
- l'ouverture à l'intervention du CIPCRE par les autorités locales ;
- la présence d'au moins une activité du CIPCRE dans le village ;
- le travail du CIPCRE concentré dans 1 ou 2 quartiers voisins ;
- l'intérêt des bénéficiaires.

Pour le suivi du travail dans les villages pilotes, des équipes multidisciplinaires y descendent pour des interventions ciblées, toutes orientées vers l'objectif de renforcer les capacités pratiques et stratégiques des populations. Les activités dans chaque village sont coordonnées par un/une répondant(e). Le répondant ou la répondante a pour rôles :

- de centraliser les besoins exprimés par les populations du village ;
- de s'assurer que les activités planifiées dans le village sont bien réalisées ;
- de collecter et de centraliser les informations sur les activités réalisées ;
- d'observer les changements positifs et même négatifs induits par les activités ;
- d'harmoniser les interventions dans le village ;
- de rassembler tous les éléments qui favorisent ou handicapent les activités dans le village ;
- de faciliter le contact et d'impulser la mobilisation des partenaires ;
- de remplir et actualiser la fiche qui donne des

informations sur le village ;

- de mettre les informations relatives aux villages pilotes à la
- disposition des employés du CIPCRE intervenant dans le village.

Les interventions du Bureau de Liaison de Yaoundé, anciennement CIPCRE-Conseil & Services ont essentiellement consisté en des consultations et en des activités de facilitation et de représentation.

Quant aux activités du CIPCRE-Bénin, elles ont été exécutées dans le cadre de 4 projets : PROGEL, Projet N° 20100325, Projet BEN 02/2011 et Initiative GIRE Lagune.

Le présent rapport récapitule les activités menées en faisant ressortir à la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun, les objectifs poursuivis, les stratégies mises en œuvre, les résultats atteints et les changements induits. Au CIPCRE-Bénin, il décrit les activités réalisées dans le cadre de chaque projet et en présente les résultats atteints et les changements induits. Pour finir, le rapport met en exergue les ressources financières et humaines qui ont été mises à contribution pour une exécution efficace et efficiente des activités.



I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Quels sont les objectifs poursuivis à la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun ? Quelles sont les stratégies mises en œuvre au cours de l'année de référence pour atteindre les objectifs ? Quels sont les résultats atteints et les changements induits ?

1 - Objectifs poursuivis

L'objectif global poursuivi à la Direction Générale et au CIPCRE Cameroun pour la période 2012-2014 est de " Contribuer, dans les zones d'intervention du CIPCRE, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à l'émergence d'un environnement propice à la paix, à la participation citoyenne et au respect des droits humains dans la perspective de la sauvegarde de la création ". Cet objectif est décliné en objectifs spécifiques suivant les quatre axes stratégiques de l'Auto-prise en charge des populations, de la Préservation de l'environnement, de la Paix et

prévention des conflits et de la Culture démocratique et droits humains. Ces objectifs spécifiques, il convient de greffer la communication.

2 - Stratégies mises en œuvre

Les stratégies mises en œuvre au cours de la période de référence sont au nombres de 5 :

- l'approche " villages pilotes " : Les villages pilotes sont des lieux de convergence des activités et des unités opérationnelles pour améliorer la qualité des services rendus, pour plus de synergie entre les unités opérationnelles et pour plus d'impacts sur nos partenaires ;
- un processus de séparation d'avec les partenaires qui sont en contact avec le CIPCRE depuis une longue période et qui ont un niveau de connaissance qui peuvent leur permettre de poursuivre leurs activités de façon durable et avec un appui dégressif ;



I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

- le partage des expériences avec d'autres organisations de développement à travers une communication permanente autour des activités réalisées;

- le suivi-évaluation des activités planifiées et réalisées à travers la Cellule de Suivi-évaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales ;

- Un nouvel organigramme dont les deux principales innovations sont la délocalisation de l'UFAS à la Direction Nationale et la création de deux nouvelles cellules dont la Cellule de Suivi-évaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales (CESATT) et la Cellule Foi et Action Sociale (CEFAS).



3- Objectifs spécifiques, résultats atteints et changements induits

3.1 - Auto-prise en charge des populations

Objectif spécifique

Pour l'auto-prise en charge des populations, l'objectif poursuivi est d'amener les agriculteurs et les éleveurs partenaires du CIPCRE à s'organiser pour se prendre en charge et créer des richesses par la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

Résultats atteints

Pour atteindre l'objectif spécifique ainsi défini, nous avons réalisé des activités de renforcement des capacités des agriculteurs et des éleveurs en techniques de production et de transformation de leurs produits ; leur avons apporté des appuis pour la commercialisation de ces produits et pour le développement des partenariats avec les structures de micro-finance et les organismes d'appui au développement ; et avons produit et actualisé à leur profit des guides de formation sur les différentes techniques développées. Ainsi, 856 agriculteurs et éleveurs ont été accompagnés/touchés dans les activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles, soit 56

producteurs de plus que prévu pour les trois années du PAT. Parmi eux, 177 producteurs dont 70 femmes ont effectivement exercé une activité économiquement rentable et ont vendu à profit les plantes médicinales, les produits maraichers, le manioc, les aulacodes, les poulets de chair et le miel.

Quatre pour cent (4 %) des partenaires du CIPCRE ont développé des partenariats avec des structures de microfinance ou d'autres organismes de financement. En effet, un groupe de 16 agriculteurs ont bénéficié des appuis pour l'élaboration d'un projet d'élevage de porc qui a été soumis à un programme gouvernemental de financement des activités agricoles. Dans le même ordre d'idée, le Groupe d'Initiatives Communes PRONAPM de Balessing a développé un partenariat avec le programme ACEFA à qui il a soumis un projet d'élevage de poulets de ponte pour financement. Par ailleurs, 7 structures de micro finances identifiées et qui interviennent dans les Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest ont donné leur accord de principe pour collaborer avec le CIPCRE dans le cadre d'un partenariat visant à accorder les crédits aux producteurs. Pour améliorer ce résultat au cours des deux années à venir, des collaborations ont été établies avec 10 chefs de postes agricoles (agents du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural chargés de la vulgarisation) de 10 villages pour faciliter le renforcement des capacités des producteurs à élaborer des projets. 🌱

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

1

Histoire de Madame Mademzé Suzanne de Bahouan

Madame Mademzé Suzanne qui réside à Bahouan dans le département des Hauts-Plateaux est une jeune femme qui collabore avec le CIPCRE dans le cadre du renforcement des capacités des agriculteurs et éleveurs pour la production et la commercialisation de leurs produits. De l'agroforesterie à l'élevage des poulets de chair en passant par la pratique de l'élevage de lapins, elle a, aux côtés de son mari, travaillé pour son épanouissement et pour l'amélioration des conditions de vie de sa petite famille. Elle raconte son histoire :

« A la suite des multiples difficultés que je rencontrais dans mes activités agricoles, j'ai intégré l'Union Kuitchouo Pouaweng de Bahouan en 2007. Au sein de ce groupe, j'ai bénéficié de plusieurs formations organisées par le CIPCRE et qui ont porté sur les techniques d'agroforesterie, l'élevage des lapins, l'élevage des poulets de chair et les techniques de fumage des produits de la ferme.

Grâce aux appuis qui ont été apportés par le CIPCRE, ces formations m'ont permis non seulement d'améliorer la fertilité des sols que j'exploite, mais aussi d'améliorer ma production et mes revenus. Les revenus obtenus après la vente des lapins m'ont permis de construire ma cuisine et de transformer l'ancien local qui jadis était utilisé comme cuisine en salon et en salle à manger que j'ai équipés de chaises appropriées. En effet, cette idée est née à partir du moment où j'ai constaté qu'en ville, la cuisine à bois est toujours séparée de la maison d'habitation et j'avais toujours envié cela quand je rendais visite à mes sœurs ou à mes filles qui se sont mariées en ville. Cela a toujours été un rêve pour moi jusqu'au jour où la vente de mes lapins m'a permis d'avoir de l'argent pour acheter une bonne partie de la tôle et mon mari a juste complété. Avec les briques de terre que j'ai pétries avec les enfants, j'ai pu réaliser mon rêve.

J'ai du coup profité pour construire derrière cette cuisine ma petite ferme de près de 30 m². Dans la même lancée, j'ai aussitôt engagé le projet d'électrification puisqu'on avait beaucoup de difficultés à charger nos téléphones portables. Pour y parvenir, il a fallu tirer le courant sur 900 m et

c'est grâce aux économies faites sur nos différentes activités que nous avons pu électrifier notre maison. Grâce aux recettes issues de la vente des poulets de chair, j'ai acheté mon propre écran téléviseur que je vais installer dans ma chambre pour visionner librement les feuilletons car avec le seul téléviseur que nous avons au salon maintenant, j'ai souvent des problèmes avec mon mari et avec les enfants parce que nous ne nous entendons pas toujours sur le programme à regarder.

Au-delà des ventes de poulets de chair et même de lapins, puisque je pratique simultanément les deux élevages aujourd'hui, je récolte beaucoup de fientes qui m'aident énormément pour la fertilisation de mon champ. A titre d'exemple, lors de la campagne agricole 2012, j'ai fait une économie de 30 sacs de fientes, soit environ 75 000 FCFA. Cette possibilité d'avoir les fientes m'a permis d'augmenter les superficies cultivées, ce qui me permet aujourd'hui d'entretenir aisément les 11 personnes qui sont à ma charge. Puisque je vends l'excédent sur le marché, l'argent me permet de résoudre mes petits problèmes personnels.

Dans le domaine de l'agroforesterie, mon mari et moi produisons les plants d'arbres de plusieurs espèces. Avec l'appui du CIPCRE, ces plants sont distribués dans les établissements scolaires et autres espaces où les arbres

peuvent être utiles. Les revenus de ces différentes activités nous permettent de préparer aisément la rentrée scolaire des enfants. Ce suivi des enfants à l'école a beaucoup payé parce que mes deux filles ont obtenu respectivement le CAP IH et le BEPC. Les deux sont aujourd'hui dans leurs ménages et la première exerce dans son propre atelier de couture. En plus de la scolarité des enfants, nous utilisons le reste pour assurer la nutrition et la santé de la famille.

Le travail que je fais avec le CIPCRE m'aide beaucoup. C'est pour cette raison que je ne vais pas m'arrêter en si bon chemin parce que je compte poursuivre avec le maraîchage dès cette campagne pour diversifier non seulement les activités mais aussi mes sources de revenus. Toutes ces activités ont contribué à consolider l'amour entre mon mari et moi parce que je fais seule beaucoup de choses qui nous concernent à deux sans toutefois lui demander de sortir sa part d'argent".



I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

2

L'aulacodiculture pour une retraite paisible et assurée

Monsieur TCHAPPI SIENI Jean a la soixantaine sonnée et est infirmier principal à la retraite depuis 6 ans. Installé à Mbouda dans les Bamboutos, il exerce, déclare-t-il avec passion, l'élevage des aulacodes depuis août 2006. Nous l'avons rencontré dans sa ferme et il nous a raconté son histoire.

Mon histoire commence il y a de cela plus de 20 ans quand j'avais commencé à réfléchir sur l'activité que j'exercerai avec plaisir une fois admis à la retraite. J'avais pensé à tout mais, je n'étais pas toujours fixé jusqu'en 2006 où j'ai capté par hasard l'émission de la chaîne de radio " CRTV m'accompagne " du poste national. Le journaliste avait demandé à un éleveur d'aulacode qui avait fini de vanter cet élevage les lieux où on pouvait trouver les géniteurs. Ce dernier a cité Nkolbisson à Yaoundé, CERUT à Buéa et CIPCRE à Bafoussam. J'ai pris note et je me suis rendu au CIPCRE dès le lendemain où j'ai été bien accueilli et de plus, l'information a été confirmée. J'ai du coup rempli les conditions pour la formation suivante qui a eu lieu en mai 2006. Après la formation, un délai a été donné pour la construction des enclos, délai que j'ai respecté. La livraison des géniteurs a eu lieu en fin août 2006 (1 mâle et 03 femelles). Après la mise en accouplement du 15 décembre 2006, les premières mises - bas ont eu lieu en mai 2007. A ce moment précis, j'étais à 4 mois exactement de ma retraite. Entretemps, nous avons régulièrement échangé les mâles avec les autres éleveurs pour éviter la consanguinité. Le travail quotidien associé aux suivis réguliers faits par le CIPCRE m'a permis d'atteindre en 2011 un cheptel de 162 aulacodes, âge et sexe confondus. Depuis que j'ai commencé l'activité, j'ai déjà formé sept (7) nouveaux éleveurs dans ma ferme parmi lesquels 5 sont déjà installés et exercent leur activité. Cette activité m'occupe en permanence, éloigne de moi tout ennui et l'oisiveté, mieux

encore me permet de gagner de l'argent. En effet, au cours de la seule année 2011, j'ai vendu 10 groupes de géniteurs et formé les acheteurs. Ces activités m'ont rapporté environ 705 000 F cfa, et j'ai également vendu l'équivalent de 53 kg de viande d'aulacode pour environ 174 000 F soit près d'un million de francs grâce à l'élevage des aulacodes. L'aulacode est consommé chez moi à volonté. Chaque année, je fais des dons à mes connaissances. A titre d'exemple, les deux pasteurs qui ont servi dans mon église ont déjà chacun consommé un aulacode de ma ferme.

Dans le souci d'étendre et de renforcer cette activité, j'ai pris contact avec le programme ACEFA après plusieurs missions et études diagnostiques effectuées par les équipes techniques de la structure dans ma ferme. J'ai bénéficié d'un financement de près de 5 millions de F.CFA qui m'a permis de construire plus de 100 enclos en matériaux définitifs et d'un fumoir moderne d'une capacité de plus de 100 kg de viande par jour. Je rappelle en passant que j'ai bénéficié avec les autres éleveurs d'une formation en technique de fumage organisée par le CIPCRE dans le souci de permettre aux aulacodiculteurs de pouvoir transformer leurs animaux et les vendre à profit sur le marché. Rien que pour cette année 2012, j'ai gagné 20 000 F.CFA après avoir formé un groupe en techniques de fumage. J'ai également aidé la communauté des sœurs de Babété à fumer 100 kg de viande qui m'ont rapporté 10 000 F.



CFA comme récompense. J'ai mes enfants à l'étranger, je leur envoie régulièrement de la viande fumée qu'ils apprécient particulièrement. Bref, je suis aujourd'hui un homme heureux et je remercie grandement le CIPCRE de m'avoir placé sur cette piste car je reconnais que le bonheur que j'éprouve aujourd'hui ainsi que tout ce que je gagne c'est grâce à l'élevage des aulacodes.

Le prochain projet qui me tient à cœur maintenant est toujours lié à l'activité aulacodicole. En effet, ma ferme produit au minimum 50 à 100 kg de déjection par jour et ces déchets sont essentiellement constitués des brindilles de cissongo laissées par les aulacodes sous forme de refus. J'ai bénéficié d'une formation à ACREST (une ONG basée à Bangang) qui me permet aujourd'hui de transformer ces déchets en charbon prêt à être utilisé dans les cuisines. Le matériel nécessaire à la fabrication de ce charbon est prêt, et je vais bientôt commencer le travail. Une fois de plus, j'aurai de quoi occuper utilement mon temps. "

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

3

Parcours avec un ami

Monsieur Wirba Godfrey est un producteur de 72 ans qui a cheminé avec le CIPCRE depuis quelques années dans la région du Nord-Ouest. Il nous a raconté son parcours tout au long de ces années en insistant sur les changements intervenus dans sa vie et dans sa communauté suite aux diverses interventions du CIPCRE dans son village.

J'ai travaillé avec le CIPCRE depuis quelques années déjà. En avril 1996, j'ai été invité par un de mes frères à un atelier organisé par cette organisation non gouvernementale. Cet atelier a pour moi été l'occasion de rencontrer le CIPCRE. Vu les activités de mon groupe (Young Farmers) que j'ai présentées à cet atelier, j'ai attiré l'attention des représentants du CIPCRE. A la suite de nombreux échanges au sujet de mon groupe, des émissaires ont été envoyés à Ngondzen pour s'enquérir des réalités de notre groupe. A la suite de ces visites, la longue collaboration qui existe encore entre le CIPCRE et nous s'est particulièrement bien développée.

Les membres de ma communauté ont ensuite reçu du CIPCRE de nombreuses formations dans le domaine de la domestication des plants d'arbres, la production des plantes médicinales, la protection de l'environnement, la production des lapins et l'apiculture. De toutes ces activités, je perçois un grand changement dans la vie des hommes et des femmes de la communauté, car toutes les formations nous ont profité. Je consomme aujourd'hui les plantes médicinales et j'utilise ces produits pour soigner les autres dans la communauté. Comme vous pouvez le voir, je marche sans canne et pourtant, j'ai bientôt 72 ans.



Par ailleurs, mon groupe et moi avons beaucoup gagné grâce aux activités de production des plants d'arbres. Tenez par exemple:

- nous avons été sélectionnés par le ministère de l'agriculture depuis près de quatre ans pour produire et distribuer les plants de café dans le département du Bui ;
- notre compétence dans le domaine de la domestication des arbres est reconnue à travers tout le département. C'est ainsi que de nombreuses personnes ou structures comme le Corps de la Paix se présentent à nous pour acquérir des plants d'arbres quand ils en ont besoin ;
- Nos revenus se sont améliorés grâce à la vente des plants d'arbres que nous produisons. Chaque année, nous produisons et vendons à peu près 20 000 plants de caféier et 5000 plants d'autres espèces d'arbres.

- Nous fournissons les plants d'arbres pour reboiser les points de captage d'eau et pour remplacer les eucalyptus dans la zone. Ce qui permet une amélioration en quantité et en qualité de l'eau disponible pour les besoins de la communauté.

Au regard de tout ce qui précède, je voudrais vous dire que vraiment, le CIPCRE n'œuvre pas seulement pour les humains, mais pour la protection de toute la création de Dieu et je ne peux vous encourager que d'aller de l'avant. Cependant, j'ai personnellement remarqué que les jeunes d'aujourd'hui sont très attirés par le gain facile. En effet, nous avons adopté des stratégies pour les attirer dans nos activités, mais très peu y sont intéressés. Nous les employons par exemple pour exécuter certains travaux dans la pépinière et nous avons installé les pépinières non loin de la route afin de susciter leur intérêt, mais, le résultat n'est pas au rendez-vous. Je vous prie donc d'étendre vos activités ici et ailleurs en mettant un accent sur les jeunes et sur les femmes.

3.2 - Préservation de l'environnement

Objectif spécifique

Pour la préservation de l'environnement, l'objectif poursuivi est de promouvoir auprès des partenaires du CIPCRE des pratiques de gestion durable de l'environnement, particulièrement de réduction/prévention des émissions des gaz à effet de serre et d'élimination des polluants organiques persistant.

Résultats atteints

Dans le cadre de la préservation de l'environnement, nous avons réalisé des actions de renforcement des capacités des établissements scolaires dans la gestion de leur environnement, organisé une campagne de sensibilisation pour la réduction des Polluants Organiques Persistant (POPs) dans notre zone d'intervention et soutenu des initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou de séquestration du carbone dans les systèmes agricoles. C'est ainsi que 1095 partenaires ont été informés sur les effets du changement climatique et sur diverses mesures d'atténuation et de prévention de ces changements. Ce résultat représente 38,42% du niveau d'atteinte de l'indicateur. Les thèmes sur lesquels ont porté les séances d'information ont été le compostage et l'importance du compost en agriculture, les méfaits des feux de brousse sur les terres agricoles, sur les espèces ligneuses ainsi que sur la contribution de ces feux de brousse aux émissions des gaz à effet de serre.

Deux cent vingt cinq (255) producteurs dont 66,6% de femmes ont soit utilisé le compost, soit les déjections animales ou pratiqué l'agroforesterie pour la production de plantes médicinales, de banane-plantain, des produits maraîchers et des cultures vivrières.

Ce résultat contribue pour 51% à l'atteinte de l'objectif. A ce rythme, nous pourrions atteindre l'objectif fixé d'ici fin 2014.

Environ 300 élèves et enseignants dont 50% de filles ont activement participé à la mise en œuvre des plans

d'aménagement de l'espace scolaire dans 15 établissements scolaires comme le témoigne l'histoire 7 de l'annexe 1. Les enseignants ont activement participé à la mobilisation des élèves. Les actions menées ont permis à trois établissements d'apporter des compléments de plants pour remplacer les plans morts ou pour continuer l'embellissement de leur milieu. Chacun des quinze établissements scolaires a signé un accord de partenariat avec le CIPCRE qui implique aussi l'association des parents d'élèves.

Les perspectives pour les activités futures ont été posées par chacun d'eux. Cinq des 15 établissements ont élaboré des plans de masse. L'informatisation de ces plans ainsi que la mise à jour des anciens plans sont en cours et permettront d'avoir des plans d'aménagement de l'espace scolaire plus malléables. Des contacts sont établis avec les clubs environnementaux des établissements pour la suite des travaux à réaliser.

Onze (11) chefs de poste agricole et Agents vulgarisateurs de Zone ont participé à un atelier organisé par le CIPCRE pour avoir leur point de vue sur la manière dont les pesticides sont utilisés et manipulés par les

maraîchers dans la région de l'Ouest. Cet atelier a permis de relever qu'au moins deux insecticides interdits par la loi, le mocabe et le DDT, sont encore largement utilisés par les maraîchers de notre zone d'intervention. Aussi, du fait que ces maraîchers sont peu instruits et ne sont pas formés, les pesticides sont mal appliqués et parfois utilisés de façon dangereuse. C'est le cas du DDT qui est fait pour la désinfection des fermes et qui est aussi utilisé à tort par les paysans pour la conservation des graines réservées à la consommation humaine.



Histoire du changement le plus significatif

Un surveillant témoigne sa surprise

Je m'appelle Honoré SIPEUWO. Je suis surveillant au Lycée de Bapa. Je suis impressionné par la réussite des arbres et fleurs que vous plantez. Auparavant nous n'avions pas vraiment mis de compost et les plantes avaient de la peine à pousser. Là les plants ont déjà vraiment bien grandi. Pouvez-vous m'expliquer comment faire un

compost et comment ça fonctionne ? Je cultive un peu pour moi et pour faire un peu de maraîchage, mais la terre de la région est ingrate. Je voudrais pouvoir l'améliorer. Avant j'habitais le littoral et la terre était meilleure.

Et les plantes qui ont été mises pour lutter contre l'érosion font déjà leur effet. La saison des pluies a passé et

la terre n'a presque pas raviné. En plus, si elle améliore la terre en fixant l'azote, je serais bien intéressé d'en mettre aussi dans mes cultures. Merci en tout cas pour ce que vous faites et les techniques que vous nous apportez. Elles vont aussi nous servir pour notre vie personnelle.

3.3 - Paix et Prévention des conflits

Objectif spécifique

Pour ce qui est de la paix et de la prévention des conflits, l'objectif poursuivi est de consolider la paix et prévenir les conflits au sein et entre les communautés religieuses, les groupes ethniques et dans les établissements scolaires partenaires du CIPCRE par la promotion de la non-violence et de la coopération interreligieuse et interculturelle.

Résultats atteints

Divers types d'actions ont été organisés dans le cadre de la paix et de la prévention des conflits : la démultiplication auprès des agriculteurs et éleveurs d'une expérience de gestion pacifique des conflits ; le soutien aux initiatives de 4 Dynamiques Islamiques et Protestantes JPSC dans les régions de l'Ouest et du Centre, aux initiatives du Comité Ad hoc chargé de l'animation et de la Coopération Interreligieuse et aux initiatives des associations des Chefs Traditionnels pour la cohabitation pacifique entre les groupes ethniques ; la formation des élèves sur la gestion non-violente des conflits et les techniques de négociation ; le renforcement des capacités des étudiant(e)s sur les valeurs éthiques africaines et sur l'analyse du contexte



politique en Afrique.

La technique de production choisie pour consolider la paix et prévenir les conflits est la technique de parage nocturne des bœufs qui consiste à parquer les bœufs pendant la nuit dans une parcelle de terre à fertiliser et entourée d'une haie vive et à les sortir pour le pâturage pendant le jour. Cette technique permet d'améliorer de façon significative la fertilité du sol grâce aux déjections animales en même temps qu'elle réduit entre autre pour l'éleveur les coûts liés au gardiennage des animaux. De ce fait, cette technique favorise un partenariat " gagnant-gagnant " entre les éleveurs et des agriculteurs et contribue à promouvoir la cohabitation entre les deux groupes socioprofessionnels.



Quarante trois (43%) d'éleveurs et agriculteurs partenaires touchés au cours de l'année ont établi des contacts et ont réalisé des activités communes susceptibles de favoriser la cohabitation entre les deux groupes socioprofessionnels. Ce pourcentage représente le ratio entre le nombre d'agriculteurs et éleveurs qui collaborent dans le cadre de la pratique du parage nocturne des bœufs pour la fertilisation organique des terres agricoles ou qui, par intérêt, ont régulièrement visité les parcelles de démonstration (potentiels pratiquants) et le nombre de personnes formées sur cette technique.

Une autre technique utilisée est l'accompagnement des Dynamiques Protestantes et Islamiques JPSC par le CIPCRE. Cet accompagnement a permis à 1064 de leurs membres d'initier des actions qui, à terme, devront permettre qu'ils s'approprient l'organisation des rencontres de réflexion et d'actions interreligieuses sur des problèmes de société. Ces actions comprennent des activités de sensibilisation sur l'importance de la coopération interreligieuse dont ont bénéficié 176 délégués des Dynamiques Islamiques et Protestantes, les activités de terrain qui sont entre autres les visites des prisons et le règlement de conflits (voir annexe 1 histoire 8) réalisées par 856 membres des dynamiques JPSC dans 11 départements de l'Ouest et du Centre et des actions de coopération interreligieuse menées par 32 membres de 3 Commissions de Mosquée dans les départements de Mfou, du Mfoundi et du Noun dont 10 femmes. Un nouveau comité Ad Hoc interreligieux a été mis sur pied.

Au cours de la période, 38,41% de bénéficiaires dont 40% de filles, soit 70 sondés sur 164 élèves et étudiants formés ont déclaré avoir initié des actions en vue de promouvoir la non-violence et l'éthique en eux-mêmes et dans leur environnement social.

Ces actions comprennent la mise en place des observatoires de la non-violence et de l'éthique dans les établissements scolaires, la restitution auprès d'autres élèves et étudiants des formations reçues et les efforts que certains parmi les bénéficiaires ont déclaré faire depuis la formation pour être moins violents envers leurs camarades et enseignants.

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

M. Mfonyoundi Zounédou est Secrétaire Exécutif de la Dynamique Islamique Justice, Paix et Sauvegarde de la Création du centre. Dans le cadre de ses activités, il a eu à expérimenter une facette de la coopération interreligieuse à l'occasion d'une visite d'assistance aux détenus, activité traditionnelle de la Dynamique Islamique. Il nous raconte comment cet évènement lui a ouvert l'esprit.

1

L'Union fait la force

" Je suis Zounédou Mfonyoundi, Secrétaire Exécutif de la Dynamique Islamique Justice, Paix et Sauvegarde de la Création du Centre, mouvement impulsé par le CIPCRE en vue de plus de justice et de paix au sein de la communauté musulmane en particulier et de la société camerounaise en général. Depuis 2009, date de sa création, nous menons de façon isolée plusieurs types d'activités dans les domaines de l'hygiène et de la salubrité, de la médiation et de la gestion des conflits, de l'appui psychosocial aux détenus et aux malades pour l'atteinte de nos objectifs.

Dans le cadre d'une rencontre de partage d'expériences sur l'appui à la réinsertion des détenus de la prison centrale de Kondengui à Yaoundé, nous nous étions retrouvés entre responsables des organisations ayant bénéficié du Small Grant (Petites subventions) du CRS Cameroun pour son projet de protection des droits des prévenus et des condamnés. A l'heure de la présentation du cycle de l'accompagnement offert aux détenus par chaque organisation, il m'a été donné de constater que notre organisation, la DIJPSC, laissait de côté le volet réinsertion. Je me suis alors rapproché de Monsieur Christophe de la Commission Diocésaine Justice et Paix de Yaoundé et du Pasteur représentant de l'aumônerie protestante de la prison pour plus

d'éclairage sur le travail par eux fait et présenté, et aussi pour solliciter leur présence pour une descente dans la prison. Au mois d'avril 2012, nous nous sommes constitués en groupes de visiteurs



de prisons de Yaoundé pour matérialiser le partage d'expériences entre les visiteurs de prisons issus de différentes confessions religieuses (Musulmanes, Catholiques et Protestantes) au sein de la prison même. Grâce à leurs conseils, suggestions et techniques utilisés lors de notre descente, nous avons réussi à aider Monsieur Ibrahim, technicien qualifié et sans emploi du fait de sa condamnation.

En effet, Monsieur Ibrahim a été enrôlé comme enseignant islamique à la prison et maintenu dans ce rôle même après sa sortie de prison. Après qu'il ait ouvertement pardonné à la

personne auteure de l'accusation l'ayant condamné, nous nous sommes servis de cet état de métamorphose de sa personne pour en faire un enseignant payé, certes à titre symbolique, mais quand même. Cette action commune a été profitable pour Monsieur Ibrahim d'abord car il pourra payer ses factures grâce au revenu de son travail. Cela a ensuite été profitable pour son " bourreau " qui en fin de compte se trouve soulagé de savoir que monsieur Ibrahim lui a pardonné.

Cette action a enfin profité à notre communauté car elle a fait émerger un partenariat très poussé entre notre organisation, et l'association chargée de la prise en charge des enseignants à la prison, l'aumônerie protestante et la Commission Diocésaine Justice et Paix. Ceci m'a donné une leçon à savoir que l'on n'a pas forcément besoin des millions pour changer positivement la vie d'un homme et que l'union fait la force. La plupart des contraintes de résultats auxquelles nous faisons face par le passé, se sont dissipées par le canal de ce partage d'expériences et d'approches avec d'autres organisations religieuses que sont la Commission Diocésaine Justice et Paix et l'aumônerie protestante. Nous avons décidé de travailler désormais en partenariat pour le suivi des dossiers des détenus, pour les visites en prison et contre bien d'autres fléaux sociaux".

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

2 Lutte contre la violence en milieu scolaire

Je m'appelle WATOUNSI POKAM Vanessa, j'ai 19 ans et je suis élève au lycée de Medjo à Baham en classe de 1ère D.

Avant ma rencontre avec le CIPCRE, nous vivions la violence à l'école et en famille. Il y avait trop de violences dans notre établissement. Nos vies étaient remplies de violences mais après notre rencontre avec le CIPCRE, les choses ont changé.

Le CIPCRE a organisé des formations sur le thème de la non-violence. Ces formations pendant lesquelles des séances de débats et des scènes de théâtre étaient organisées, nous ont permis de comprendre ce qu'est la violence et ses conséquences et d'où proviennent les violences en milieu scolaire et même de manière générale. Ayant compris le thème, nous avons essayé de passer le message à nos camarades de classe. Une fois que nous avons partagé cette expérience avec d'autres camarades, ils ont adopté une nouvelle façon de résoudre leurs conflits, leurs problèmes. Nous leur avons appris les effets négatifs de la violence en milieu scolaire et nous les avons exhortés à bannir cela. Nous avons appris qu'en dehors des violences physiques et externes, il y a des violences psychologiques et internes à nous. Et nous avons appris comment faire face à cela en améliorant la communication avec nos camarades et avec les enseignants.



En tant que délégué, j'ai appris à résoudre les problèmes des élèves de ma classe sans prendre partie, en prenant le temps de les écouter et en permettant à celui qui a tort de comprendre son tort sans se sentir blessé.

A la maison, j'ai une toute nouvelle façon d'écouter mes petits frères. Auparavant je pensais que c'est en fouettant l'enfant qu'il comprend que ce qu'il a fait est mal. Les formations du CIPCRE nous ont appris qu'on peut amener un enfant à comprendre son tort sans pour autant le frustrer ni le blesser. Cet apprentissage a modifié nos conditions et manières de vivre.

J'ai un cousin qui a remarqué que ma manière de faire et de résoudre les problèmes a changé. Il m'a demandé où est-ce que j'ai appris cela et je lui ai dit que c'est au Lycée avec le CIPCRE. Après

les formations, en tant que délégué, nous avons essayé de partager avec nos camarades les techniques que nous avons apprises et cela a eu un impact sur les relations entre les élèves. Nous avons remarqué qu'il y a eu très peu de cas de violence au sein du Lycée et même aussi entre les élèves et les professeurs parce qu'eux aussi ont bénéficié de cette formation. Aujourd'hui, quand on les rencontre avec un problème, ils savent comment le résoudre sans nous brutaliser, ni frustrer. De même, ceux de nos camarades qui nous ont écoutés ont fait beaucoup d'efforts pour réduire la violence.

Nos camarades ont aussi remarqué le changement et surtout le proviseur qui ne cesse de parler de l'initiative que nous avons prise de parler de cette formation avec nos autres camarades.

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

3.4 - Culture démocratique et droits humains

Objectif spécifique

Dans le cadre de la culture démocratique et des droits humains, l'objectif est de promouvoir dans les zones d'intervention du CIPCRE, la participation des couches vulnérables, plus particulièrement les enfants et les femmes à risques ou victimes des pratiques déshumanisantes et discriminatoires.

Résultats atteints

Pour promouvoir la culture démocratique et les droits humains, nous avons formé les élèves sur la connaissance et l'exercice de leurs droits et devoirs et les avons organisés pour mieux participer aux espaces de dialogue en milieu scolaire. Nous avons organisé la prévention de l'abus et de l'exploitation sexuelle dans divers milieux et mené des actions contre la déshumanisation des rites de veuvage.

Pour permettre aux élèves des établissements scolaires partenaires de négocier leurs intérêts et de participer à la gestion de la vie scolaire, 14 établissements scolaires ont été touchés par les actions de sensibilisation et de formation menées sur les droits et devoirs des élèves et sur leur participation à la gestion de la vie scolaire.

Pour ce qui est de la prise d'initiatives, 26,89 % des établissements scolaires, des communautés de foi et des associations touchés au cours de l'année ont initié des actions en faveur de la prévention des discriminations sexistes des abus sexuels et/ou de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

S'agissant du respect des droits des veuves, des 44 cas de veuvage signalés dans 5 villages, 42 ont été pratiqués dans le respect des changements convenus dans les codes coutumiers, soit un pourcentage de 95,5% comparé aux prévisions. Ce qui fait un pourcentage de 95,5% comparé aux prévisions.

Histoires du changement le plus significatif

1

Histoire de Madame Louise NEKAM

Bahouan est une localité rurale de l'Ouest-Cameroun situé plus précisément dans le département des Hauts-Plateaux. C'est l'une des zones d'intervention du CIPCRE dans laquelle il mène des actions depuis plusieurs années. Comme dans beaucoup d'autres villages du Cameroun, les rites de veuvage à Bahouan étaient devenus de véritables espaces de tortures de la veuve à qui était souvent attribuée la responsabilité de la mort de son époux. Pour expier cette culpabilité, la veuve devait subir plusieurs rites déshumanisants. Beaucoup d'entre elles voyaient de ce fait leur dignité et leurs droits bafoués pendant ces rites sans que personne n'ose lever le petit doigt. C'est dans ce contexte que le CIPCRE est intervenu pour interpellier les populations quant aux dangers de ces dérives dans la société et pour les accompagner dans le processus d'humanisation de ces rites de veuvage à travers l'adoption d'un code coutumier des rites de veuvage et de la mise sur pied d'un observatoire local chargé de veiller à son application. La présente histoire est racontée par une des bénéficiaires des actions menées dans ce cadre.

Madame NEKAM raconte

« Mon nom est NEKAM Louise et je suis une veuve qui a bénéficié du travail du CIPCRE sur le Code coutumier des rites de veuvage. Dans les associations où je suis membre, je sensibilise les femmes des contrées voisines sur la déshumanisation des rites de veuvage et ses conséquences.

Avant, dans mon village, toutes les femmes avaient peur des rites de veuvage parce que c'était très dur pour elles. Les femmes qui les pratiquaient étaient parfois très cruelles surtout lorsque la belle famille ne vous aimait pas ou si vous n'aviez pas d'argent pour payer. On vous faisait souffrir sans que même votre famille ne puisse rien dire parce que c'est la tradition. Aujourd'hui

avec le travail du CIPCRE, j'ai vécu sereinement mon veuvage et j'ai été bien aidée et soutenue dans le village.

Quand mon mari est mort, j'ai cru que mon heure était également arrivée. Mais certaines personnes de l'observatoire sont venues au deuil pour voir si le papier que le Chef a signé avec les notables allait être appliqué. Pendant les jours où le corps de mon mari était couché, je n'étais pas couchée par terre ou sur un sac comme d'autres femmes. J'étais propre, lavée et assise sur un matelas propre et les draps étaient changés. Je mangeais dans une assiette propre et c'était ainsi jusqu'à l'enterrement de mon mari.

C'est 4 jours après l'enterrement de mon mari André NEKAM que les

rites ont commencé pour moi. Ce fut très bien parce que je n'ai subi aucune violence. Je n'ai pas souffert du tout. Le code a bien été respecté. Beaucoup de femmes au village n'ont pas eu ma chance. Aujourd'hui, je me suis mobilisée pour les autres veuves et je me suis engagée pour l'humanisation des rites de veuvage afin que les veuves de chez moi soient libérées, respectées et soutenues. Je remercie d'abord notre chef qui a accepté que le CIPCRE vienne travailler chez nous. On ne touche pas à la tradition n'importe comment. Ce qui est bien est que le CIPCRE ne vient pas lutter contre cette tradition mais il souhaite qu'on l'humanise pour le grand bien des veuves que nous sommes. Merci au CIPCRE d'avoir choisi notre village et d'avoir libéré les veuves de chez moi. »

2

L'espoir retrouvé

Le projet " lutte contre les discriminations sexistes, ses abus et l'exploitation sexuels des enfants notamment les filles " est mis en œuvre par le CIPCRE avec pour objectif de créer un environnement protecteur des droits des enfants contre toutes ces formes de violences. L'histoire ci-dessous relate l'espoir que la famille d'une victime a retrouvé suite à une intervention du CIPCRE pour la prise en charge de leur enfant, NGOUBOUTE ABOUBAKAR Junior, âgé de 11 ans qui a été victime de viol. Né hors mariage et vivant avec ses grands parents, le petit Junior est obligé de faire de la débrouillardise pour donner un coup de main à ses grands parents pour sa survie. En janvier 2012, junior s'est rendu comme d'habitude au marché central de Foumban pour chercher un peu d'argent en portant des sacs de marchandises. Ayant ainsi accordé ses services à un sexagénaire, ce dernier en a profité pour le violer. L'histoire qui va suivre est racontée par sa grande mère qui depuis lors assurait la garde coutumière de l'enfant.

« Je suis Mme NKAH Amsetou épouse NGOU, nous habitons le quartier Koukwet Maloum à Foumban. C'est du fond de mon cœur et avec une grande sincérité que je dis merci à l'ONG CIPCRE qui ne cesse de nous soutenir depuis le viol de mon petit fils Junior. Vous savez, Junior est un enfant né hors mariage, depuis que sa maman s'est remariée c'est son grand père et moi qui nous occupons de son éducation. Mon mari est retraité et moi-même, je ne fais rien comme activité rémunératrice.

Un jour, j'étais à Yaoundé chez un de mes enfants. Très tôt, je vois un appel avec un numéro inconnu, l'interlocuteur à l'autre bout me demande de revenir rapidement parce que mon petit fils a eu un problème et qu'il se trouve à l'hôpital. Le lendemain quand j'arrive à Foumban, je trouve que Junior a été violé par un homme de 64 ans et que ledit monsieur se trouve au commissariat de police. Vous ne pouvez pas imaginer dans quel état je me trouvais d'autant plus que c'est tout Foumban qui était au courant et les histoires de tout genre se racontaient sur mon petit fils. A un moment même, la nouvelle a couru jusque dans les journaux qu'il était mort.

Quelques jours après les faits, la police nous a convoqués pour un arrangement à l'amiable en nous faisant comprendre que la

procédure judiciaire serait très coûteuse pour nous. Le neveu ou le cousin du coupable, gendarme de son état s'est mis à nous intimider en disant qu'il devait porter plainte contre nous parce qu'à cause de nous, la foule a brûlé tous les effets de son frère. A la demande de la police, il nous a quand même donné 50 000 F, qu'est ce que cette somme pouvait bien faire par rapport à tous les dommages commis sur l'enfant ?

Après le viol, mon enfant avait complètement changé, Il était devenu violent, agressif et commençait même à dormir dehors. Il ne partait plus à l'école parce que là-bas les enfants se moquaient de lui. Au quartier même, il était devenu la risée de tout le monde, partout où il passait, il était pointé du doigt. La famille avait même pensé qu'il fallait qu'on l'envoie hors de Foumban. Plusieurs idées nous venaient en tête parce qu'on voyait comment notre enfant mourait à petit feu.

Je puis vous dire que depuis notre premier entretien avec les gens du CIPCRE, nous avons retrouvé l'espoir. D'abord par les conseils qui nous ont été donnés

et ensuite par les actes concrets que vous avez posés à notre égard. Le psychologue que vous avez trouvé suit Junior et son travail porte des fruits. Il n'est presque pas allé à l'école durant le 2e trimestre de l'année scolaire, mais il a réussi au concours d'entrée en 1^{ère} année au lycée technique de Foumban. Il a même été parmi les meilleurs parce que son grand père est allé regarder son travail. Pour l'entrée en 1^{ère} année on prenait jusqu'à 5/20 de moyenne et Junior a eu 9,70/20. Il a également obtenu le CEP et nous sommes tous fiers de lui. Pour toutes vos actions, tout ce que je puis dire est que seul le Grand Dieu va bénir le CIPCRE afin qu'il continue à aider les gens comme il l'a fait pour nous".



I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

3

Le nouvel homme que je suis

M. Djafarou ABOUBAKAR est Président des jeunes à la Mosquée d'Essos à Yaoundé et instituteur à l'école coranique ARAHMAN. A la suite de sa participation à la formation des jeunes leaders sur les discriminations sexistes, les abus et l'exploitation sexuels, il s'est engagé pour la cause des enfants et depuis lors, mène des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour apporter sa contribution à la lutte contre ces fléaux. Il nous raconte comment il vit désormais avec cette nouvelle fonction sociale qu'il s'est donnée.

« Je suis très ému de voir que beaucoup de choses ont tellement changé dans ma vie depuis votre venue ici et depuis que j'ai participé à la formation. Mon engagement pour les enfants et les jeunes est plus fort et grâce aux causeries et aux formations, je comprends mieux le problème des discriminations sexistes car elles sont bien réelles dans notre communauté. Depuis, je comprends mieux la peine qui est celle des filles victimes. Et quand je pense aux filles de mon école et de ma famille, j'ai mal au cœur.

Nous sommes confrontés à la tradition et au modernisme et parfois nous faisons souffrir nos femmes et nos enfants, surtout les filles. J'ai compris finalement que l'Islam doit s'ouvrir pour mieux se faire connaître. Aujourd'hui, je crois que Dieu a exhaussé mes prières en mettant le CIPCRE sur ma route. Depuis notre rencontre, j'ai beaucoup changé. En tant qu'enseignant, je milite très dur pour la scolarisation

des filles. Et pendant les cours, je sensibilise les garçons au respect des filles. Quant aux abus je suis très révolté parce que j'ai pris conscience de leur existence et des dégâts qu'ils peuvent causer sur un enfant. Sachant que cela existe dans notre communauté et que personne n'en parle à cause du tabou, je donne tout ce que je peux pour pousser les filles victimes à dénoncer.

Je suis devenu quelqu'un de plus important dans la communauté. On me respecte plus, me demande conseil et les jeunes voient en moi un modèle d'engagement, un leader, un exemple à suivre. Je me suis mieux organisé, j'ai rassemblé les jeunes filles en association et bientôt les garçons aussi. Cette association des filles sensibilise d'autres jeunes et les familles et crée le débat et le dialogue sur ces sujets, ce qui n'était pas le cas avant. Au sein de cette association, les filles ont créé un club de vigilance qui depuis lors sensibilise les filles contre les mariages précoces et forcés, la

nécessité d'espacer les naissances et l'importance de la scolarisation des filles. Ce comité organise des collectes pour accompagner les filles en mariage avec un petit pécule pour le démarrage d'une activité génératrice de revenus.

Toutes ces activités ont permis d'attirer l'attention des autorités de la mosquée d'ESSOS qui ont exprimé leur volonté de participer et de soutenir nos initiatives. Plusieurs jeunes d'autres mosquées ont sollicité rejoindre nos rangs pour contribuer à la sensibilisation, même si certains Imams ont voulu créer un débat religieux pour bloquer les actions. Nous les jeunes, nous n'approuvons pas cela et restons convaincus que le Coran est clair contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Nous n'allons pas baisser les bras parce que nous comptons sur le Très Haut pour nous soutenir et sur le CIPCRE pour nous accompagner. »

4

" Mon bébé est ma petite sœur ... "

La petite KOUTANG TAKAM Alexandra a été victime d'un viol suivi d'une grossesse alors qu'elle n'avait que 11 ans. Traumatisée, elle était laissée au désespoir et ne savait plus quoi faire de sa vie. Sa famille et elle ont bénéficié de l'accompagnement du CIPCRE jusqu'à l'accouchement. La petite Alexandra a mis au monde une petite fille qui fait désormais sa joie de vivre. Elle se confie à nous.

« J'étais dépassée lorsque j'ai appris que le monsieur qui m'avait violée m'avait aussi enceintée. Je croyais que j'allais mourir, surtout que ce monsieur m'avait dit que si je le dénonçais j'allais mourir. J'ai passé des moments difficiles et j'ai même souhaité mourir. Mais, l'aide dont j'ai bénéficié du CIPCRE m'a beaucoup réconfortée et soulagée. Aujourd'hui,

la vie pour moi est redevenue normale. Tout ce que j'ai vécu n'est plus qu'un lointain souvenir.

J'ai repris le chemin de l'école, je suis en classe de 6^e au lycée de Mendong et pour ce premier trimestre j'ai bien travaillé. J'ai eu 12,95/20 de moyenne. J'étais très contente parce que d'autres camarades qui avaient fréquenté toute l'année et qui

redoublaient la classe n'ont pas pu avoir la note que j'ai eue. Je considère mon bébé comme ma petite sœur, celle que mes parents n'ont pas pu m'offrir et c'est ma maman qui s'occupe d'elle. Je peux te dire qu'elle se porte aussi comme un charme et est très belle. La seule chose que je ne voudrais pas, c'est de revoir mon bourreau. »

I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

3.5 - Communication

Objectif spécifique

Promouvoir un cadre de documentation, d'édition, de diffusion et de communication sur les expériences et la philosophie du CIPCRE en vue de les partager et d'en accroître la visibilité auprès des partenaires au Cameroun, au Bénin et en Europe.

Résultats atteints

Pour atteindre l'objectif spécifique 5, nous avons organisé des actions de communication sur les activités du CIPCRE, produit et diffusé ECOVOX, animé et géré le Centre de Ressources Multimédia.

Au niveau de la communication sur les activités du CIPCRE, 39 émissions d'Eco magazine ont été produites et diffusées sur les antennes de la CRTV. Ces émissions qui avaient trait aux activités menées par le CIPCRE ont porté entre autre sur l'apiculture,



le circuit de commercialisation du poulet à l'Ouest, les discriminations sexistes et la création des espaces verts en milieu scolaire. Le dépliant de présentation du CIPCRE a été produit et est en cours de diffusion. 3 documents stratégiques dont un sur la réunion hebdo et deux sur les villages pilotes ont été élaborés. Le calendrier 2013 a porté sur la thématique de la coopération interreligieuse. Il a été tiré en 3000 exemplaires et diffusé auprès de nos partenaires au Cameroun et à l'extérieur.

Le site web du CIPCRE a été relooké et la mise en ligne confiée à un nouvel opérateur. 24 articles sur les activités ont été rédigés et mis en ligne. Le site du CIPCRE a connu 67 347 visites et 14 réactions des internautes ont été enregistrées et des solutions ont été apportées à leurs préoccupations.



Huit cent quarante deux (842) exemplaires d'ECOVOX N° 47 ont été diffusés auprès des abonnés, des librairies et des partenaires du CIPCRE. ECOVOX N° 48 sur la gouvernance locale a été produit et diffusé auprès de ses lecteurs. En collaboration avec les unités opérationnelles et le CIPCRE-Benin, les photos ont été sélectionnées pour actualiser le babillard qui présente aux visiteurs les services rendus par le CIPCRE à ses partenaires. Des appuis ont été apportés aux unités pour l'élaboration des outils de sensibilisation (bandes dessinées, Power Point et les affiches). Le rapport annuel consolidé 2011 et le rapport de l'atelier architectural ont été élaborés.

Pour ce qui est de la gestion et de l'animation du Centre de Ressources Multimédia, 759 personnes dont 127 femmes essentiellement constituées d'élèves et étudiant(e)s ont visité notre point Internet et ont à chaque fois exprimé leur satisfaction. 182 revues spécialisées ont été reçues et enregistrées dans notre centre de documentation. Pour encourager le personnel à consulter les ouvrages disponibles dans nos rayons, 45 éditions du journal de la documentation ont été produites et diffusées pendant les réunions hebdomadaires. Nous avons enfin apporté des appuis aux unités opérationnelles pour la logistique lors des ateliers et séminaires organisés.



I - DIRECTION GENERALE ET CIPCRE-CAMEROUN

Histoires du changement le plus significatif

1

De la médiocrité à l'excellence

Yvon Loïc Kamdem est un élève de la classe de Terminale au lycée de Bafoussam NDiengdam qui visite le Centre Ressources Multimédias (CRM) du CIPCRE depuis plusieurs années. Grâce au point Internet mis à la disposition des partenaires du CIPCRE, il a acquis des connaissances en informatique et a bénéficié de plusieurs services offerts par le centre. Il raconte son histoire.

« Je suis depuis plusieurs années un bénéficiaire des bienfaits du Centre de Ressources Multimédia du CIPCRE. Car, étant un jeune passionné de nouvelles technologies en général et de l'informatique en particulier, je n'arrivais cependant pas à mieux approfondir mes recherches puisque je n'étais pas autonome financièrement pour pouvoir être régulier dans un cyber café. Mais depuis que j'ai eu le privilège de connaître le Centre de Ressources Multimédia du CIPCRE, mes problèmes sont en voie de résolution. Je fréquente assidûment ce centre et continue d'y être

régulier. Je trouve que son personnel est performant, accueillant et à l'écoute des besoins des usagers.

Comme avantages : j'ai pu d'une part rester en communication avec mes proches résidant à l'étranger, ceci part le biais de Facebook, et j'ai pu me professionnaliser dans la conception et la gestion d'une base de données grâce au logiciel d'application MS-Access, puis grâce à la disponibilité du personnel du CRM, j'ai été à mesure de créer une page Web. Cette recherche sans cesse constante du savoir dans ce domaine des TIC m'a permis d'être le

meilleur élève en informatique de ma classe et me permettra d'être avantagé sur le marché de l'emploi.

Je suis aujourd'hui satisfait de l'apport du CRM car je suis passé de la médiocrité à l'excellence dans la matière qui était ma passion. J'ai eu mon Bac cette année et j'ai conduit mon petit frère au CRM afin que lui aussi puisse profiter de ce que le CIPCRE m'a apporté durant toutes ces années et par la même occasion l'inscrire sur Facebook car je continue mes études dans une université du Cameroun et par ce biais il pourra toujours recevoir mes conseils. »

2

Le témoin actif

« Je commencerai d'abord par rendre grâce au Seigneur Jésus, pour la mise sur pied de cette ONG et en particulier de son Centre Multi Média, qui contribue à ma formation et ce, malgré le chevauchement des horaires d'ouverture du centre avec mes cours à la Faculté d'Agronomie et des Sciences de l'Environnement (FASE) de l'Université Evangélique du Cameroun (UEC), option production végétale.

En effet, mes parents m'ont donné le nom de : PAYONG Alexandre Thierry, élève ingénieur à l'UEC. Le Centre Multimédia du CIPCRE est un lieu

dont j'ai découvert l'existence il ya de cela 2 ans sous le conseil de certains de mes enseignants. Au cours de mes multiples visites au Centre Multimédia, j'ai régulièrement lu des livres et des journaux spécialisés.

Concernant la satisfaction que je tire de ces recherches, je dirais qu'elle est intéressante, grâce à son meilleur débit Internet. Dommage que le nombre de machines soit inférieur à la demande. J'y passe en moyenne 2 heures de temps à chaque visite en fonction de la programmation des cours. Un proverbe stipule que : « quelle que soit la durée de la nuit, le soleil finira toujours par briller ». En d'autres

termes je témoigne à mes camarades tous les services que le Centre Multimédia du CIPCRE me rend. Ce témoignage porte sur les avantages intellectuels que je tire de ce centre, la qualité d'accueil et sur la grande diversité des sujets que traitent les ouvrages qu'on y trouve. Ce témoignage est pour moi une façon de dire ma reconnaissance au CIPCRE pour avoir mis cet outil à la disposition des jeunes élèves et étudiants et d'encourager mes camarades à profiter aussi de cet outil. »



Bureau de Liaison de Yaoundé

En plus des activités réalisées dans le cadre des quatre axes stratégiques, trois types d'activités ont été menées au Bureau Liaison de Yaoundé :

- La représentation du CIPCRE à 32 cérémonies, rencontres, ateliers et conférences qui ont eu lieu à Yaoundé ;
- L'élaboration de trois projets qui ont été soumis

à la Délégation de l'Union Européenne pour financement, mais sans résultat positif ; 13 activités d'appui-conseil et de facilitation ont été réalisées et ont porté entre autres sur l'élaboration des statuts du CEPAC et de l'AEPHA, du cahier des charges du secrétariat permanent du RENAPDHO, l'hébergement du site de CEPAC, la formation en bureautique et Internet, etc. ■

II - CIPCRE BENIN

Les activités du CIPCRE-Bénin ont été réalisées dans le cadre de quatre projets : Projet PROGEL 2, Projet N° 20100325, Projet BEN 02/2011 et Initiative Lagune. Quels sont les objectifs poursuivis au niveau de chaque projet ? Quels sont les résultats atteints et les changements induits ?

1-Projet PROGEL 2

1.1 - Objectifs poursuivis

L'objectif global poursuivi au niveau du projet PROGEL 2 est « **Les populations et les autorités locales développent l'éco citoyenneté active en matière de gestion des écosystèmes humides** ».

Cet objectif global est décliné en 3 objectifs spécifiques que sont :

- Objectif spécifique 1 : Les populations protègent la forêt Kodjizoun dans la commune des Aguégus et la forêt Gnanhouzoun dans la commune de Bonou.
- Objectif spécifique 2 : La gouvernance environnementale locale est appropriée par les organisations sociales dans les Communes des Aguégus et de Bonou.
- Objectif spécifique 3 : L'équité genre est prise en compte dans la mise en œuvre du projet.

1.2 - Les résultats atteints et changements induits

Les résultats atteints

- Les riverains de la forêt Gnanhouzoun ont, de façon globale, changé d'attitude par rapport à l'utilisation abusive des ressources ligneuses en épargnant à 100 % les deux îlots de forêts mis sous aménagement
- L'écho de la dynamique lancée autour des forêts

communautaires se fait ressentir aussi bien sur le plan administratif que dans le milieu scientifique

- Dans 2 communes, au moins une organisation de la société civile a initié des actions environnementales et influence les décisions dans les domaines de l'éducation environnementale, de la salubrité, et du reboisement;
- Les jeunes de la Ville de Porto-Novo continuent de faire preuve de plus en plus d'éco citoyenneté à travers l'initiative Jeunes Citoyens Actifs pour un Environnement Sain (JCAES) lancée depuis l'an dernier par l'Association locale « Jeune Chambre Internationale / Porto-Novo Première » ;
- Des écoliers ont démontré leur éco citoyenneté dans leurs villages en mettant en place autour de leurs habitations des parterres de fleurs, des plants en terre dans la cour de l'école et de leur maison, etc.
- Les élus locaux et des responsables départementaux des communes des Aguégus et Bonou ont placé les interventions du projet au premier rang des réalisations environnementales lors de leurs séances de reddition de compte aux populations.
- Quarante-deux (42) femmes leaders (sur 10 prévues) dont 22 aux Aguégus et 20 à Bonou ont manifesté et négocié formellement leurs candidatures pour les prochaines élections locales. Ces femmes ont été appuyées dans les prises d'initiatives nécessaires pour figurer sur les listes de candidatures.

Les actions de réinvestissement des points focaux Genre ont permis une augmentation du taux de représentativité des femmes dans les instances décisionnelles des deux communes cibles. Alors le taux global de représentativité des femmes dans les instances décisionnelles aux Aguégus est passé de 7% à 13,10%, et celui de Bonou est passé de 15,59% à 21% en fin 2012.



Remise de la lettre de mission aux femmes leaders de la Communauté des Aguégus

Histoires du changement le plus significatif

1

La seconde vie de la forêt Gnanhouizounmè

Je m'appelle AGKAKOU H. Denise, j'ai environ 50 ans. Je suis née ici à Gnanhouizounmè et j'y suis restée depuis toujours. Nous remercions les gens du CIPCRE.

Ici à Gnanhouizounmè, nous exploitions suffisamment du bois car nous disposons d'importantes surfaces forestières. Et puisque nous n'avions aucune aide, quand nous rentrions dans notre forêt, nous l'exploitions comme nous le voulions. Et nous sommes ici quand Dieu a voulu faire son œuvre en envoyant les gens du CIPCRE et ils ont commencé par nous enseigner peu à peu. Au cours de ces enseignements, on se posait la question de savoir, mais pourquoi nous aurons notre chose et on va nous empêcher d'exploiter. Mais si c'est ça, quand on retire quelque chose des mains d'un enfant, il faudra le remplacer. D'échanges en échanges, ils continuent de dire de ne plus couper des arbres dans la forêt. Finalement, nous femmes, nous nous sommes réunies pour échanger entre nous sur la situation et on se demandait si nous n'exploitons pas cette forêt, comment allons-nous nourrir nos enfants et aider nos maris. Bref, nous en étions là, quand CIPCRE a promis de nous appuyer par des prêts pour des activités génératrices de revenus, promesse qu'il a tenue et nous en sommes toutes ravies.

Avec ces appuis nous avons mené de multiples activités qui nous ont procuré des bénéfices.

Le travail ne s'est pas arrêté là. Ils ont commencé par réunir nos enfants pour leur donner des enseignements sur comment planter des arbres, entretenir la forêt. Et jusqu'à ce qu'ils ont apporté des plants et distribué aux enfants qui les ont mis en terre dans la cour des maisons. Ces plants sont déjà devenus aujourd'hui des arbres. Ils sont en train de garder la forêt avec nous et aujourd'hui, des animaux qui avaient disparu et qu'on ne voyait plus dans la forêt ont commencé par faire leur apparition. Aujourd'hui, il y a même des singes qui n'ont plus peur de s'approcher des hommes. De plus en plus, nous enregistrons des visites dans la forêt par le fait de CIPCRE qui

convoie des gens vers cette forêt. Ceci est un objet de gloire pour notre village. Et nous demandons que Dieu nous garde et que le travail continue de plus belle et que de nouveaux changements s'opèrent car Gnanhouizounmè est une grande forêt dans laquelle nous vivons et des gens nous surnomment même, des habitants de la forêt. Aujourd'hui, Dieu projette sa lumière sur nous et nous accueillons des étrangers que nous n'avions jamais vus par le passé et nous prions Dieu de les garder dans leurs allers et retours. Nous femmes, nous sollicitons davantage l'appui du CIPCRE car nous sommes tellement fières du travail du CIPCRE qu'aujourd'hui nous sommes devenus des frères et sœurs.



Touriste posant dans les contreforts du grand fromager de la forêt Gnanhouizoun

Histoires du changement le plus significatif

2 La métamorphose de Gnanhouizounmè

« Je m'appelle ZANNOU Martin, j'ai 32 ans, citoyen de Gnanhouizounmè. Je ne suis pas né à Gnanhouizounmè mais j'y suis depuis 18 ans.

Je remercie beaucoup CIPCRE car au moment où il n'était pas encore venu à Gnanhouizounmè, nous coupions nos arbres comme nous l'entendions, les lianes aussi. Mais quand CIPCRE est venu nous informer que la forêt est une bonne chose et quand on l'entretient bien, elle peut apporter le bonheur. Depuis lors, nous avons renoncé à toute action de prélèvement. Et ces espèces qui n'existent nulle part au Bénin qu'à Gnanhouizounmè et que nous prélevions dans l'ignorance, sont devenues aujourd'hui source de bonheur et aujourd'hui, des gens quittent même l'extérieur pour venir visiter. Des élèves quittent les grands collèges et viennent faire des études pratiques sur la théorie qu'on leur enseigne en classe, sur des espèces dont ils entendent des noms sans jamais les avoir vues de façon réelle. La forêt a encore fait que des oiseaux du temps de nos aïeux qui avaient disparu et n'existent plus à de beaucoup endroits, se font

remarquer. De même, bien animaux disparus ont commencé à recoloniser la forêt depuis que nous l'avons laissée en paix. Et c'est le cas des singes à ventre rouge, qui aujourd'hui, ne craignent plus les hommes comme par le passé. Avant le travail du CIPCRE, les chasseurs tiraient de gauche à droite, mais aujourd'hui, tout ça est du passé. Seulement que les animaux ne parlent pas comme nous autres, sinon, j'allais vous demander de les interviewer après ça, CIPCRE est en train d'œuvrer maintenant pour nous donner l'hébergement pour les visiteurs de la forêt qui décideront de passer quelques nuits à Gnanhouizounmè. Et ils ont déjà entreposé des matériaux comme le fer à béton, le ciment, les tôles et l'espace nécessaire a été délimité et désherbé. Ceci est un objet de joie pour le village. Nous les prions de continuer d'être avec nous pour des changements nouveaux jusqu'à ce que notre Gnanhouizounmè devienne un "petit Paris" comme on le dit. Cela nous fera davantage plaisir. Avec le travail du CIPCRE, depuis 3 ans, aujourd'hui, celui qui connaissait Gnanhouizounmè il y a 8 ou 10ans, constatera qu'il y a réellement des changements avec le travail du CIPCRE. 🌱



Mise en terre des plants d'enrichissement dans la forêt Gnanhouizoun

2 - Projet N° 20100325

2.1 - Objectifs poursuivis

L'objectif global du projet N° 2010.032 est « Contribuer à améliorer les conditions-cadres de la protection des filles vulnérables à l'exploitation sexuelle ».

Cet objectif est décliné en 2 objectifs spécifiques qui sont :

- **Objectif spécifique 1** : Des représentants locaux du gouvernement central, des conseillers communaux, des enseignants, des représentants de la société civile, des médias et des multiplicateurs, formés prennent position et s'engagent par des actes concrets en faveur des filles vulnérables dans la zone du projet.
- **Objectif spécifique 2** : Des filles vulnérables sont mieux informées des causes, formes et conséquences de la traite et de l'exploitation sexuelle et ne font plus confiance à des intermédiaires de la traite, suite à des activités de sensibilisation et d'information du projet.

Résultats atteints

- Le Conseil Communal de Ouaké a pris des mesures de protection des enfants, et notamment la réglementation de l'accès des enfants aux vidéo-clubs et aux bals et l'auto-saisine des cas de grossesse de toute jeune fille mineure ;
- Des élus locaux et services déconcentrés de l'Etat ont dénoncé des cas de mariage forcé



Formation des fonctionnaires des administrations déconcentrées de l'Etat

- des jeunes filles à la Brigade de Recherche et ont installé des comités de protection des filles au sein des écoles primaires.
- Au moins 20 responsables de mosquées et d'églises sont engagés dans la protection des enfants à travers les prêches, les règlements des cas d'abus sexuels, la sensibilisation des jeunes filles.
- Des parents d'élèves de certaines localités ont mis en place des comités de veille pour la protection des filles de leur localité.
- 20 cas de dénonciation d'abus sexuels ont été faits par les élèves et les apprentis auprès du CIPCRE, des Directeurs des écoles et des parents.
- Les élèves pairs éducateurs ont dénoncé des professeurs coupables d'harcèlement sexuel et de complicité au mariage forcé des filles mineures.

Histoire du changement le plus significatif

La fuite salvatrice

Mlle DJIBRIL Lahana, âgée de 17 ans et en classe de Seconde au Collège de Ouaké, a été dupée par son père dans le cadre d'un mariage forcé, savamment orchestré par les parents de la victime. Lahana venait d'obtenir son BEPC avec une moyenne qui lui permettait d'aller en classe de Seconde. Son père décida de l'envoyer au Togo plus précisément à Sokodé pour étudier le coran en vue d'une bonne préparation pour le foyer, conformément au contrat verbal que la fille et son père s'étaient

convenus. Elle prit donc la route pour Sokodé où elle devait être accueillie par un soi-disant cousin (le futur mari en question de Lahana). Comme elle ne pouvait s'en douter, l'organisation dans la maison d'accueil connut un changement radical. Lorsque tout fut prêt, on lui annonça la bonne nouvelle : tu viens ainsi de descendre dans la maison de ton mari. Toutefois cela ne t'empêchera pas d'aller suivre les cours coraniques. L'histoire se passait en septembre à la veille de la rentrée

scolaire 2012- 2013. Lorsqu'elle a découvert le plan machiavélique de son père, Lahana partagea au téléphone sa mésaventure avec Mme THOTO (Professeur relais), qui à son tour me donna la nouvelle. Nos échanges avec Lahana au téléphone l'amènèrent donc à prendre la décision de prendre la fuite pour revenir à Ouaké en vue de reprendre les cours. Aujourd'hui elle a repris les classes. Interpellé, son père prit des engagements de ne jamais reprendre une pareille chose.

3 - Projet BEN 02/2011

3.1 - Objectifs poursuivis

Objectif général du projet est : Contribuer à la mise en place d'un environnement protecteur des enfants, en particulier des filles, contre l'exploitation et les abus sexuels dans le département de l'Ouémé et au Bénin.

Cet objectif est décliné en 3 objectifs spécifiques qui sont :

- Objectif spécifique 1 : Des organisations de la société civile (groupes locaux et chefs traditionnels), fonctionnaires et conseillers communaux utilisent leurs nouvelles connaissances et savoir-faire concernant les droits des enfants et les mettent en œuvre dans leurs choix politiques et la vie sociale.
- Objectif spécifique 2 : Des réseaux d'organisations de la société civile travaillant pour l'application des droits de l'enfant coopèrent régulièrement avec les autorités publiques (niveau national, régional, municipal). Leur participation est demandée.
- Objectif spécifique 3 : Des enfants et des jeunes connaissent leurs droits et leurs obligations, les situations de danger pour eux-mêmes. Ils sont familiarisés avec les mécanismes de protection et d'aide adéquats.

3.2 - Résultats atteints et changements induits

Résultats atteints

- 100% des confessions religieuses impliquées dans la campagne ont signé une déclaration officielle pour marquer leur engagement à protéger les enfants.
- Plus de 63% des établissements scolaires partenaires ont déjà adopté la Charte de Bonnes Pratiques.
- Des brigades contre les abus sexuels ont été mises en place dans toutes les classes du CEG2 de Dangbo par les professeurs relais (PR) et les élèves pairs éducateurs (PE).
- Le taux annuel de grossesse dans les établissements scolaires de la zone d'intervention a fortement diminué et est passé de 29 en 2011 à 2 en 2012 au CEG Affamè et de 12 à 2 cas au CEG1 de Dangbo pour la même période.
- Le renouvellement d'engagements des autorités communales de la vallée suite à l'auto-évaluation de la plate-forme pour la protection des enfants ;
- La rupture du silence autour du fléau d'abus sexuels des enfants se traduit par la forte dénonciation des auteurs par la population qui se mobilise davantage contre l'impunité.



Les leaders religieux signataires de la Déclaration officielle pour la protection de l'enfant

II - CIPCRE BENIN

Histoires du changement le plus significatif

1

L'opposition au mariage forcé

SA. est une jeune écolière âgée de douze (12) ans, fraîchement reçue au CEP cette année. Dans sa tradition, ce sont les parents qui décident du mariage de leurs enfants. C'est ainsi que depuis l'année passée, ses parents envisageaient de la donner en mariage. Mais heureusement pour elle, le prétendant d'alors n'avait pas assez d'argent pour payer la dot et son père y a renoncé. Cette année, puisque les parents de S. A. tiennent toujours à commettre leurs forfaits, les géniteurs d'un autre prétendant, nanti, se sont proposés à la grande satisfaction de la famille de SA.. La petite S.A. devrait donc se marier (de force) pendant ces vacances-ci. Mais

comme Allah semblait écouter cette fois-ci mieux la prière de S.A. que celle de ses parents, l'information a pu circuler et les différents acteurs de la protection des enfants ont été alertés : le Chef du Quartier concerné (dans le 3ème Arrondissement de Porto-Novo), le Responsable du Centre de Promotion Sociale, le Commissariat de Police et le Parquet. La diligente intervention du Commissariat a permis que S.A. soit sauvée de cette situation. Ses parents ont été interpellés et mis en garde par les autorités qui leur ont fait prendre l'engagement de laisser l'enfant continuer ses études, au risque d'avoir à subir la rigueur de la loi. ●

2

L'école avant tout

« J'ai 12 ans et je suis au CM2 dans une école publique de mon village. Un jour après le décès brusque de mon papa, ma mère a décidé d'envoyer ma sœur et moi au Nigéria. Notre oncle ainsi averti s'est opposé car l'une de mes sœurs en a été victime et actuellement est mariée. Celle avec qui elle veut m'emmener, était allée au Sénégal où elle a abandonné l'école. Notre oncle, délégué du village, en a parlé aux

gens de l'ONG CIPCRE - Bénin. Ensemble nous sommes allés voir le CPS qui a refusé le déplacement. Il a lu les textes de loi. Ce jour-là, ma mère, fâchée, a dit qu'elle est notre mère biologique. Elle a demandé où était l'Etat qui a fait les lois et est restée sur sa position. Mais par la suite elle m'a laissée continuer l'école. Moi je ne voulais pas partir pour finir comme ma sœur. Elle va maintenant commencer l'apprentissage. ●

3

Alerte à la maltraitance

« Mon père est pêcheur et ma mère reste à la maison. J'étais petite quand, mon père m'a emmenée chez une EL HADJA. Il y a des années que je suis chez la dame avec mon frère. Nous allons vendre divers articles au marché tous les jours. Elle nous frappe tout le temps surtout quand nous ne vendons pas bien ou quand nous faisons perdre de l'argent. Nous n'allons pas à l'école et nous mangeons à peine à notre faim. Un jour moi je me suis enfuie parce la souffrance était insupportable. Je n'en

pouvais plus. J'ai alors décidé de partir à la recherche de mes parents. C'est dans ma fuite que j'ai rencontré un monsieur qui m'a amené à la brigade de Dangbo. Et c'est de là que les gendarmes m'ont amenée chez vous à l'ESGB la passerelle. S'il vous plaît, je veux retourner chez mes parents et je vous supplie de m'aider à les retrouver afin que nous puissions aller chercher mon frère qui est encore avec la dame EL HADJA, je vous en supplie aidez-moi, aidez,... !!!!!!! pleurs ! ●

4 - Initiative Gire Lagune

4.1 - Objectif poursuivi

L'objectif poursuivi dans le cadre de ce projet est : Mettre en place un environnement institutionnel et technique favorable à la gestion intercommunale durable et la restauration de la lagune de Porto Novo en concertation avec les communes riveraines, l'Etat et les usagers.

4.1 - Résultats atteints

- Les élus et les usagers ont signé une charte en faveur du développement de partenariats techniques et financiers pour la Gestion intégrée des ressources en eau du complexe lagunaire de Porto Novo ;
- Une initiative relative à la destruction des amas de plants morts de jacinthe d'eau a été approuvée par les propriétaires d'acadjas et est soutenue par tous les autres usagers ;
- Des accords de principe de partenariat technique et/ou financier ont été obtenus de deux Institutions (ABE et DAT) ;
- Les élèves, les enseignants, les vendeuses et les parents d'élèves sont sensibilisés et évalués sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire ;
- Une opération d'installation de barrières flottantes est mise en œuvre sur trois canaux communiquant avec la lagune de Porto-Novo pour orienter les plantes aquatiques proliférantes (PAP) dans la communes des Aguégus ;
- 4 sites ont été reboisés avec 8674 palétuviers rouges sur 1680 m² de berges de la lagune de Porto-Novo ;
- Au moins une commune sur 4 a intégré la GIRE dans son Plan Annuel d'Investissement 2013.

Au vu des résultats obtenus au niveau du Projet PROGEL 2, nous pouvons dire que des indices significatifs pour l'ancrage de la

gouvernance environnementale locale et pour l'implication active des femmes dans la gestion de la cité ont été enregistrés dans le cadre du Projet PROGEL 2 au cours de l'année.

Dans le cadre du Projet N° 2010.0325, Les résultats obtenus permettent d'affirmer qu'il y a une avancée dans la prise de conscience des populations par rapport au phénomène d'abus sexuel. Mais puisqu'il s'agit d'un changement d'attitude et de respect des droits et de la personne des filles mineures, le travail de base doit se poursuivre au niveau des villages cibles.

Au niveau projet BEN 02/2011, le dispositif de suivi des effets et impacts nous a permis de relever les avancées considérables au niveau de l'atteinte des objectifs. L'effet d'entraînement du projet a fait que des communes non comprises dans notre zone d'intervention sollicitent le CIPCRE pour les activités de sensibilisation et d'IEC de leurs communautés.

La mise en œuvre de l'initiative gire lagune a contribué à favoriser l'essor d'une synergie dans les différentes interventions sur cette ressource partagée entre les quatre Communes. Les acteurs à divers niveaux et les usagers de la lagune de Porto-Novo ont davantage pris conscience de la dégradation avancée et continue de cet écosystème et œuvrent désormais pour sa gestion durable.



La jacinthe d'eau, une menace réelle en zones humides

III - LES RESSOURCES MISES EN ŒUVRE

III.1 - Les ressources humaines

En 2012, le CIPCRE compte 66 d'employés, répartis comme suit :

Entité	Effectif total	Femmes	Hommes
Direction Générale et CIPCRE-Cameroun	37	12	25
CIPCRE-Bénin	25	9	11
Envoyés	4	2	2
Total	66	23	38

Parmi ce personnel, on distingue des pédagogues, des juristes, des économistes, des ingénieurs, des techniciens et agents de développement au parcours scolaire et académique riche et diversifié.

III.2 - Les ressources financières

Les ressources financières du CIPCRE sont réparties ainsi qu'il suit pour la période de référence :

A - Recettes

Libellés	Montant
Solde au 1er janvier 2012	79 448 990
Versements contractuels	444 039 575
EED	284 639 418
KERKINACTIE	26 238 280
MM	13 119 140
DM	15 706 753
KIRA	87 128 144
Ambassade de France	7 929 984
EED / SCP	9 277 856
Fonds propres	13 718 700
TOTAL RECETTES	537 207 265

B - Dépenses

Libellés	Montant
Frais de personnel	114 990 452
Frais administratifs	49 069 214
Coordination Générale	31 122 423
Appui aux activités CIPCRE-Bénin	121 032 422
Appui au CCS	4 633 900
Auto prise en charge des populations	15 908 542
Préservation de l'environnement	7 364 676
Paix et prévention des conflits	12 378 232
Culture démocratique et droit humain	66 103 457
CECOM	4 212 050
CESATT	1 041 000
Dépenses des projets satellites	40 310 679
Equipements	58 945 700
Total dépenses année	527 112 747
Solde au 31 décembre 2012	10 094 518

Conclusion Générale

Au terme de l'année de référence, les résultats obtenus comparés aux prévisions du PAT 2012-2014 de la Direction Générale et du CIPCRE-Cameroun, permettent d'attester que les indicateurs fixés au niveau de chaque objectif spécifique seront réalisés. Les innovations prises à l'instar de l'approche « Villages Pilotes », des stratégies de séparation d'avec certains partenaires qui peuvent poursuivre leurs activités de façon durable avec un appui dégressif, des retouches apportées à l'organigramme comme la délocalisation de l'UFAS à la Direction Nationale, la création de la Cellule de Suivi-Evaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales (CESATT) et de la Cellule Foi et Action Sociale (CEFAS) constituent des atouts indéniables pour impulser la marche en avant du CIPCRE dans ses domaines d'intervention que sont l'auto-prise en charge des populations, la préservation de l'environnement, la paix et la prévention des conflits, la culture démocratique et les droits humains. Les effets/impacts directs et indirects obtenus au cours de cette première année du plan triennal sont là pour montrer que malgré quelques difficultés, la progression vers l'atteinte des objectifs au soir de 2014 se fait sur des bases solides et maîtrisées par les différents acteurs.

Au CIPCRE-Bénin, l'exécution du projet PROGEL a montré la pertinence de la mobilisation des populations autour des enjeux de la protection et de la sauvegarde des ressources naturelles ; dans le cadre de la lutte contre l'abus et/ou l'exploitation sexuels des filles dans le Département de la Donga, les résultats obtenus sont formels : il existe une plus grande prise de conscience des populations par rapport à l'ampleur de ce fléau ; quant au projet de mise en place d'un environnement protecteur contre l'exploitation et/ou l'abus sexuels des enfants dans le Département de l'Ouémé, les principaux acteurs que sont les populations, les élus locaux, les organisations de la société civile, les leaders des confessions religieuses, les enfants et les professionnels des médias ont, chaque groupe en ce qui le concerne, pris des initiatives diverses pour lutter contre le mal ; par rapport à l'initiative pilote d'appui à l'amélioration de la gouvernance de l'eau au niveau de la lagune de Porto-Novo, sa mise en œuvre a montré que la GIRE offre aux communes des opportunités réelles pour assurer le développement de l'intercommunalité et la gestion des écosystèmes partagés.

Au total, l'année 2012 a été bien remplie aussi bien à la Direction Générale et au CIPCRE-Cameroun qu'au CIPCRE-Bénin. Les effets/impacts obtenus dans ces deux pays montrent, s'il en était encore besoin, que la bataille pour la transformation sociale est bien engagée et qu'à la longue, elle permettra aux populations non seulement d'améliorer leurs cadres et conditions de vie mais aussi et surtout de prendre en charge leur destin.

**Le Directeur Général,
Pasteur Jean-Blaise Kenmogne,
Docteur/PhD en Droits de l'Homme**

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADEID	Action pour le Développement Equitable, Intégré et Durable	GIC AGROFOBA	GIC des Agroforestiers de Bangang
ACTWID	Association For Creative Teaching for rural Women in Development	GICPRONAPM	GIC des Producteurs Nvateurs Agropastoraux de Penka Michel
AHDES	Association des Handicapés Diplômés de l'Enseignement Supérieur	GP-DERUDEP	Grassroot Participatory and Decentralised Rural Development Project
AJP Codes	Association des Jeunes Promotion-Centre d'étude pour le développement économique et social	GWA	Gender and Water Alliance : Alliance Genre et Eau
AMCODE	Action de Mobilisation Communautaire pour le Développement	GWP-Cameroon	Global Water Partnership Cameroon
ANTIC	Agence National des Technologies de l'Information et de la Communication	ITERNAA	Herboristes et Naturopathes Associés
ART	Agence de Régulation des Télécommunications	HYSACAM	Hygiène et Salubrité du Cameroun
ASDEG	Action Stratégique pour le Développement Global	JNP	Journées Nationales de Précollecte
BECOM	Bureau d'Etude et de Communication	JPN	Jardin des Plantes et de la Nature
CAFF	Centre d'Accueil et de Formation des Femmes	KEKUFAG	Kodjom Ketinguh Union of Farming Groups
CAD	Conférence Administrative Départementale	MBOSCUA	Mbororo Social and Cultural Development Association
CCO	Communauté des Communes de l'Ouémé	MEPS	Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
CEPAD	Centre de Promotion pour l'Animation et le Développement	MINEPLA	Ministère de l'Elevage, de Pêches et des Industries Animales
CIRDAF	Centre for Initiatives in Rural Development and Agro Forestry	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
CONAC	Commission Nationale Anticorruption du Cameroun	MINADER	Ministère de l'Agriculture et le Développement Rural
CRAFOD	Centre Régional Africain de Formation pour le Développement	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille
CREDA	Centre de Recherche pour le Développement Durable en Afrique	NOWEFOR	North West Farmers Organisation
CREPA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives de Base	NWADO	North West Association of Development Organisation
CrRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole	OCCGD	Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets
CSIC	Conseil Supérieur Islamique du Cameroun	OCS	Observatoire du Changement Social
CTA	Centre Technique Agricole et Rural	OSCC	Organisation de la Société Civile Camerounaise
DC	Dynamique citoyenne	PADDL	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
DDEC	Direction de la Décentralisation de l'Éducation et de la Coopération	PASOC	Programme d'Appui à la Structuration de la Société Civile
DDS	Direction Départementale de la Santé	PAPENOC	Projet d'Appui aux Elevages Non Conventionnels
DDEPN	Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature	PGDSM	Projet de Gestion des Déchets Solides Ménagers
DESC	Droits Economiques, Sociaux et Culturels	PGUD	Projet de Gestion Urbaine Décentralisée
DIHAB	Direction de l'Hygiène, de l'Assainissement à la Base	PNDA	Politique Nationale de Développement de l'Artisanat
DSO	Direction du Service Opérationnel	PROGEL	Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale
EFLC	Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun	PRONAPM	Producteurs Novateurs Agropastoraux de Penka Michel
IDAAS	Integrated Development Approach Association	PTBA	Plan de Travail et de Budget Annuel
IDF	Integrated Development Foundation	RIDEV	Research Institute for Development
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement	ROSAC	Réseau des Organisations de la Société Civile Camerounaise sur le Changement Climatique
EPMB	Eglise Protestante et Méthodiste du Bénin	RRRDP	Réseau des Radios Rurales des Pays en Développement
FED	Fonds Européen de Développement	SADECO	Santé et Développement Communautaire
GICOBAS	Groupe d'Initiative Commune des Composteurs de Bamendzi Stade	SALLD	Serviee d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
GICAELO	Groupe d'Initiative Commune des Agriculteurs et Eleveurs de l'Ouest	SDAC	Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune



CIPCRE

QUI SOMMES-NOUS ?

Notre identité

Nous sommes :

- Une Organisation Non Gouvernementale (ONG) de droit camerounais née en 1990 ;
- Une ONG d'environnement et de développement durable ;
- Un espace de promotion du dialogue social, œcuménique et interreligieux.

Notre vision

Nous rêvons d'un monde :

- fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance et tel que révélé en Jésus-Christ ;
- où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne.

Notre mission

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

Nos axes stratégiques

Nos axes d'intervention sont au nombre de 4 :

- Axe 1 : Auto-prise en charge des populations
- Axe 2 : Préservation de l'environnement
- Axe 3 : Paix et prévention des conflits
- Axe 4 : Culture démocratique de droits humains

Nos stratégies d'intervention

- Amener les agriculteurs et les éleveurs à s'organiser pour se prendre en charge et créer des richesses ;
- Promouvoir auprès des partenaires des pratiques de gestion durable de l'environnement ;
- Consolider la paix et prévenir des conflits par la promotion de la non-violence et de la coopération interreligieuse et interculturelle ;
- Promouvoir un cadre de documentation, d'édition, de diffusion et de communication sur les activités du CIPCRE en vue de partager ses expériences et ses idéaux d'une part et d'accroître sa visibilité d'autre part.

Nos groupes cibles

Nos groupes cibles sont :

- Les agriculteurs ;
- Les éleveurs ;
- Les élèves des écoles primaires, des lycées et collèges et les étudiants des universités ;
- Les veuves et les enfants à risque ou victimes d'abus et/ou d'exploitation sexuelle ;
- Les chefs traditionnels ;
- Les autorités religieuses.

Nos valeurs

- La paix ;
- La justice ;
- La transparence ;
- La démocratie ;
- Le respect de la dignité humaine ;
- Le militantisme écologique ;
- La solidarité.

Nos thématiques transversales

- Le Genre ;
- Le VIH/SIDA ;
- L'Ecologie ;
- La Citoyenneté et la bonne gouvernance.

Nos unités et cellules de travail

Nos unités et cellules de travail comprennent :

À la Direction Générale

- La Cellule de Communication (CECOM)
- La Cellule Foi et Action Sociale (CEFAS) ;
- La Cellule Suivi-Evaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales (CESATT) ;
- Le Bureau de Liaison de Yaoundé (BLY).

Au CIPCRE-Cameroun

- L'Unité Foi et Action Sociale (UFAS) ;
- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité Jeunesse et Citoyenneté (UJEC) ;
- Le CIPCRE Ramenda, Liaison Office (CIBLO) ;
- Le Centre de Ressources Multimédia (CRM).

Au CIPCRE-Bénin

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPILD) ;
- L'Unité Justice, Paix (UJC).

Direction Générale

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 66 68
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_dg@cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256, Bafoussam
Tél. (237) 33 44 62 67
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre_cameroun@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo
Tél. (229) 20 24 72 49
Fax (229) 20 24 80 50
E-Mail: cipcre_benin@cipcre.org

Bureau Liaison de Yaoundé

B.P. 15059 Yaoundé
Tél (237) 22 23 75 92
Fax (237) 22 23 75 925
E-Mail: ccs@cipcre.org